

Le ministre espagnol de la marine offre sa démission à la suite de la légalisation du P.C.

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F
Abonnés : 1,50 F par an, 1,50 F par trimestre, 1,50 F par semaine.
Vente au détail : 1,50 F.
S. RUE DES ÉCRIVAINS
75001 PARIS - CROIX ROUGE
C.C.P. 4507-25 Paris
Tél. : 246-72-23

LE CONFLIT DU ZAIRE ET LES RAPPORTS EST-OUEST

M. Giscard d'Estaing invoque la « solidarité » de l'Europe avec l'Afrique

« Nuances » entre Paris et Washington

M. Giscard d'Estaing, qui cultive volontiers les accents gaulliens lorsqu'il s'agit de politique étrangère, avait pourtant eu du mal dans le passé à convaincre l'opinion que son action dans ce domaine était aussi indépendante qu'il voulait bien le dire des États-Unis. Que de fois n'a-t-on pu constater que la France prenait « en toute indépendance » et sur des sujets aussi divers que l'organisation de la communauté atlantique, la défense de l'Europe ou la prolifération nucléaire, des positions singulièrement proches de celles que défendait dans le même temps M. Kissinger ! Depuis l'arrivée à la Maison Blanche de l'équipe de M. Carter, l'impression est différente. Sur plusieurs points importants les explications données mardi par le président de la République se sont écartées des analyses américaines.

La différence est particulièrement sensible à propos de la situation en Afrique, puisque celle-ci a même conduit dans la crise saïroise, à des décisions contradictoires. Alors que M. Carter continue de refuser au régime du général Mobutu toute aide susceptible d'être directement utilisée dans les combats en cours, M. Giscard d'Estaing se livre à une opération de soutien limitée dans sa durée et son caractère certes, mais tout de même spectaculaire. Il y voit l'occasion pour la France d'agir « pour son propre compte » et de témoigner la solidarité de l'Europe à un « continent frère ».

L'avenir dira laquelle des deux interprétations était la bonne dans la compréhension des événements du Zaïre, s'il fallait y voir l'aboutissement d'une décomposition interne, comme inclinent à le penser les Américains, ou une tentative de manifestation de l'affrontement Est-Ouest, comme l'affirme implicitement M. Giscard d'Estaing. Les deux éléments ont probablement joué l'un et l'autre, mais il faut que Paris et Washington choisissent chacun, pour le moment, l'hypothèse opposée. La Maison Blanche vient de faire savoir qu'il n'y a pas de situation au Zaïre d'avant pas le caractère d'un affrontement Est-Ouest. Or, si M. Giscard d'Estaing refuse de s'en prendre directement à l'Angola ou de mettre en cause Cuba et l'U.R.S.S., le signal qu'il donne vis-à-vis de l'U.R.S.S. que M. Carter sur l'autre grande question controversée des relations Est-Ouest, celle des droits de l'homme à l'Est. Certes, son attitude sur ce chapitre est un peu moins réservée que celle affichée par le gouvernement au début de l'année. A n'en pas douter, M. Giscard d'Estaing admet que la défense des droits civiques, « préoccupation fondamentale » du gouvernement, figure dans l'acte final d'Helsinki au même titre que le principe de non-ingérence et doit être soutenue avec une vigueur égale. Mais il continue de se distinguer de M. Carter en affirmant que la France « n'interviendra pas dans les situations particulières ».

Comment concilier cette réserve avec la volonté de manifester sa « réprobation » devant tout acte visant à « persécuter des individus » victimes de leur campagne pour les droits de l'homme ? M. Giscard d'Estaing a démenti avoir fait part à M. Vance de son « irritation » devant les contacts pris par l'ambassade américaine avec M. Kasumba. La déclaration du département d'État sur la situation des communistes dans les gouvernements européens est maintenant séchement renvoyée à ses auteurs, alors qu'elle semblait avoir été rédigée pour apaiser les craintes de l'Europe. Mais il ne faudrait plus pour convaincre les capitales étrangères que la diplomatie française n'est pas hypothéquée, pour toute l'année à venir, par les perspectives de changement de majorité.

- Moscou condamne les « ingérences étrangères »
- L'Angola dénonce l'« acte insensé » de la France

Dans son entretien télévisé, mardi 12 avril, le président de la République a indiqué que la France, en prêtant des avions au Maroc pour secourir le Zaïre, avait voulu donner aux Africains un « signal de solidarité » et de « solidarité ». Le Zaïre, a-t-il dit, « a vu sa sécurité menacée par des éléments venus de l'extérieur ».

La France, répondant à l'appel du Zaïre et du Maroc, participe à une « opération d'assistance », mais non « de combat », qui sera terminée cette semaine.

Les réactions internationales à l'initiative française

La France — a dit M. Giscard d'Estaing — est intervenue au Zaïre « parce qu'on le lui a demandé ». La Zaire ayant vu « sa sécurité menacée par des éléments venus de l'extérieur » a fait appel à la solidarité africaine. Un des pays qui ont répondu à cet appel, le Maroc, s'est adressé à la France en même temps que le Zaïre, pour qu'elle mette à leur disposition des moyens rapides affectés uniquement au transport du matériel : « Ce n'est pas une opération de combat » mais une « opération d'assistance » limitée qui se terminera « à la fin de la présente semaine ». Le nombre de militaires français au Zaïre est de « quelques dizaines » et n'a jamais « atteint la centaine ».

En répondant à l'appel du Maroc et du Zaïre, la France a voulu donner aux Africains « un signal de solidarité » et « un signal de sécurité ».

MOSCOU : l'ingérence ne s'est pas fait attendre

La politique de l'Union soviétique en Afrique n'est pas liée, selon le président, à la crise du Proche-Orient. « Elle consiste toujours à manifester sa présence là où il y a une incertitude ou une situation troublée », a déclaré M. Giscard d'Estaing.

AU JOUR LE JOUR

Signaux

Nous savons maintenant que les avions pour le Zaïre sont des « signaux » manifestant l'indépendance nationale de la France.

On peut se demander si leur destination n'est pas surtout cette fraction de la majorité qui a la nostalgie des grandes politiques étrangères et des interventions hardies dans le destin du monde.

Pour qui craint d'être la lanterne rouge de la classe, n'y aurait-il pas cependant de meilleur moyen de manifester son indépendance que de jouer avec des allumettes ?

ROBERT ESCARFIT.

calme sont dominées par une « déclaration officielle » diffusée par l'agence Tass où l'U.R.S.S. condamne les « ingérences » dans « un conflit strictement intérieur » et nie toute responsabilité dans les événements du Shaba.

Luanda a adressé à Paris une note rédigée en termes violents et dénonçant un « acte insensé ». « Washington, une aide en matériel » non officiel « a été mise à la disposition de l'armée », et le président Carter, selon le département d'État, semble donner son aval à la thèse selon laquelle le conflit ne se réduit pas à la lutte contre une agression extérieure.

n'est fourni sur le déroulement des opérations.

● A MOSCOU, les autorités sont surprises de la discrétion qu'elles observent depuis l'intervention marocaine, et l'agence Tass a publié, mardi après-midi 12 avril, une « déclaration officielle » qui assure notamment : « La situation semble être partiellement claire. Il s'agit d'un conflit strictement intérieur qui ne doit concerner personne en dehors du pays. Néanmoins, l'ingérence dans ces événements ne s'est pas faite attendre. Elle s'est manifestée aussi bien à l'Ouest qu'au Proche-Orient et en Extrême-Orient. »

(Lire la suite page 5.)

La visite en France du chef de l'État rwandais

M. Juvénal Habyarimana, président de la République rwandaise, devait arriver, ce mercredi après-midi 13 avril, à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Le chef de l'État, qui est accompagné de sa femme, sera accueilli à son arrivée à Orly par M. et Mme Giscard d'Estaing ainsi que par M. de Guiringaud et M. Galley, ministre de la coopération. L'hôte de la France, qui logera à l'hôtel de Marigny, sera ensuite reçu par le président de la République en son palais de l'Élysée. Au cours de son séjour, M. Habyarimana évoquera avec ses interlocuteurs français la situation en Afrique, et particulièrement au Zaïre, qui a une frontière commune avec le Rwanda. Il étudiera également les possibilités de développer la coopération entre les deux pays.

(Lire nos informations page 7.)

UNE ÉCONOMIE EN DEMI-SOMMEIL

Changer d'outils

par JACQUES ATTALI (*)

Il faut cesser de construire le calendrier d'un programme économique comme la table des matières des vieux manuels d'économie : l'inflation, le chômage, la récession, la crise de la croissance, ne sont pas des difficultés en elles-mêmes, la solution de l'une devant précéder celle des autres. Ce sont les manifestations simultanées de l'impossible adaptation naturelle de l'appareil industriel aux exigences actuelles de la concurrence géographique et technologique et aux aspirations à une croissance nouvelle. Il est donc vain d'attendre la réussite d'une lutte contre l'inflation, menée avec des outils classiques, pour entreprendre une action contre le chômage, et d'at-

tendre d'avoir retrouvé une expansion pour changer de modèle de croissance. Au bout de la politique économique actuelle, il n'y a rien, sinon une aggravation de l'un ou de l'autre des aspects de la crise : au bout des périodes de contrôle, il y a plus de chômage ; au bout des périodes de relâche, il y a plus d'inflation. La belle et utile de la politique économique libérale est vide. Il faut en changer.

En fait, la réussite d'une politique économique ne se juge pas à l'évolution d'indicateurs conjoncturels, mais à l'efficacité avec laquelle elle modifie les causes structurelles de la dégradation de ces indicateurs. Or, ces causes structurelles sont aujourd'hui bien identifiées, et rien n'est entrepris pour s'y attaquer.

Le niveau d'inflation, de chômage, de récession dans un pays est d'autant plus élevé qu'est difficile le financement équilibré des investissements nécessaires dans les secteurs stratégiques pour l'avenir (biens d'équipement, équipements antipollution, automatisation des services collectifs). Ces investissements déterminent les uns et les autres la compétitivité de l'économie, soit directement parce qu'ils économisent des importations, soit indirectement parce qu'ils améliorent l'efficacité globale de la société. Ainsi la crise révèle que, différemment selon les pays, le capitalisme est aujourd'hui incapable de pourvoir ce qui a permis ses succès des trente dernières années : orienter sans récession les capitaux vers les secteurs porteurs d'innovations majeures. Ce n'est pas nouveau : il a fallu la crise de 1929/1940 pour l'orienter vers les biens d'équipement. Aujourd'hui, la crise n'organise

M. Carter souhaite relancer le dialogue avec Moscou

Préoccupé par l'échec de la mission de son secrétaire d'État à Moscou à la fin du mois dernier, M. Jimmy Carter s'emploie à renouer le dialogue avec les dirigeants du Kremlin. Les contacts diplomatiques se sont multipliés ces derniers jours entre les deux pays, et l'ambassadeur américain à Moscou, M. Vanecko, a été reçu, mardi 12 avril, par le président, peu de temps après avoir rencontré M. Vance au département d'État.

Interrogé sur la poursuite de la détente, M. Giscard d'Estaing a dit, à la télévision, mardi, qu'elle n'était pas une « politique de conquête idéologique », mais un effort pour améliorer les relations Est-Ouest. La France demande l'application des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme, mais ne porte pas de jugement public sur la situation intérieure des États.

De notre correspondant

Washington. — Confirmant l'abandon au moins temporaire de la diplomatie « publique », la Maison Blanche a fait preuve d'une extrême discrétion sur la conversation de quarante minutes que le président Carter a eue mardi 12 avril avec l'ambassadeur soviétique, M. Dobrynine. Son porte-parole a seulement indiqué que M. Mondale, vice-président, M. Vance, secrétaire d'État, M. Brzezinski, conseiller du président, assistaient à cette discussion qualifiée de « constructive et saine » sur le problème du contrôle des armements et, accessoirement, des violations des zones de pêche américaines par les bateaux soviétiques.

Malgré la forme avertissant qu'accompagnait l'entretien, l'abandon de deux navires soviétiques, l'affaire est, en effet, considérée comme un incident relativement mineur qui ne devrait pas détourner le président du problème essentiel, c'est-à-dire la reprise des négociations américano-soviétiques en vue d'aboutir à un traité sur la limitation des armements stratégiques.

Le retour à la diplomatie traditionnelle s'accompagne par la « contre-attaque » diplomatique du 7 avril entre M. Vance et l'ambassadeur soviétique, illustré aussi par les contacts privés et encourageants que M. Carter a eus avec M. Brejnev, a été confirmé par M. Warnke, principal négociateur américain sur les accords de contrôle, qui continuait d'évoquer l'efficacité de la diplomatie « au grand jour », déclarant que

l'heure d'une diplomatie plus feutrée était arrivée. En fait, la Maison Blanche, qui avait d'abord gardé secret l'entretien Carter-Dobrynine, avait dû y renoncer à la suite d'indiscrétions.

Apparemment, il est acquis que M. Warnke et ses adjoints se rendront à Genève avant la fin du mois pour y préparer, avec les officiels soviétiques, la discussion entre M. Vance et Gromyko du mois de mai. On fait valoir ici qu'il ne faut pas sous-estimer l'intérêt des commissions spéciales créées à Moscou et qui auront rendu compte de leurs premières travaux concernant diverses questions liées au contrôle des armements, notamment la notification préalable et réciproque des essais nucléaires, leur interdiction éventuelle, la défense civile, etc. Mais sur le fond du problème, et malgré la volonté de compromis mise en évidence dans les dernières déclarations conciliantes du président Carter, il ne semble pas que le gouvernement de Washington accepte d'y renoncer à l'approche de l'été.

Comme M. Vance l'a encore répété dans une déclaration à l'Union, on s'attend à ce que les Soviétiques soient obligés de se conformer aux propositions établies par les États-Unis. Cependant, les questions offertes à l'Union soviétique un certain nombre d'avantages, et méritent de ce fait d'être considérées de plus près.

Même en cas d'échec à Genève, M. Vance a indiqué que son gouvernement continuait de négocier jusqu'à, et même après, l'expiration, en octobre, du traité d'interdiction de l'extension pourrait être alors envisagée. À dire vrai, on est disposé à faire un effort pour tenir compte de la sensibilité soviétique. A en croire les correspondants diplomatiques du Washington Post, qui ont mené une enquête approfondie auprès des divers services intéressés, M. Carter et ses collaborateurs directs en préparant le dossier envoyé par M. Vance à Moscou, avaient mis « entre parenthèses » la psychologie des interlocuteurs du secrétaire d'État. Le professeur Schuman, expert des questions russes, récemment intégré dans l'équipe présidentielle, n'aurait pas été consulté, pas plus qu'il n'aurait participé aux discussions.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 6.)

LA DISPARITION D'HENRI MARROU

L'homme total

Si Henri Irénée Marrou n'avait pas choisi une fois pour toutes la rigueur de la simplicité, l'univers entier, en le perdant aujourd'hui, pleurerait un génie.

A ceux qui, comme moi, ont eu l'insupportable privilège d'être de ses amis, aussi de ses collaborateurs, il reviendra de veiller à ce que — sans tomber pour autant dans les excès de la hagiographie — justice soit rendue à l'un des meilleurs esprits de notre siècle, mais à l'un des hommes qui l'ont le plus complètement honoré. Pour l'heure, l'absence de ce nous laissons sa disparition est trop lourde pour qu'il puisse être question d'établir un bilan de cette vie si pleine, de cette œuvre si dense. Tout juste est-il possible — parce que cela est nécessaire — de suggérer trois raisons essentielles pour lesquelles le grand public risque, si l'on n'y prend garde, de méconnaître un de ces êtres dont l'enseignement, la science et la foi ont pourtant fait tellement pour la dignité et l'honneur des hommes, que les agitations et les gesticulations de tant de ceux dont le nom, cent fois répété, est plus ou moins dû à quelque démagogie.

Il est de bon ton, à l'heure qu'il est, de débiter sur les professeurs. L'exemple vient d'en haut et ne date pas tout à fait d'hier.

Ce n'est tout de même pas par hasard si ceux qui faisaient torturer en Algérie au temps d'une sinistre guerre ont envoyé leurs sbires aux « Murs blancs » perquisitionner chez le « cher professeur ». Mais c'est tout de même caractéristique — et finalement logique — que, non contents d'honorer bêtement l'existence d'un homme qui disait calmement mais fermement, ce qu'il croyait de voir dire sur le compte de dirigeants indigènes, ces vieux routiers de la politique aient en partie réussi à persuader l'opinion que, lorsqu'ils ne sont pas ridicules, les professeurs sont dangereux.

Quand on écoute Marrou enseigner, on peut en effet mesurer le danger, le danger implacable qui, sans que le professeur prétende attacher autrement que par la finesse d'un sourire ou d'un mot d'esprit, menaçait celui qui disait savoir sans ne savoir pas, celui qui affirmait dans le vide, celui qui jouait les gros bras à raison de sa petite tête.

ANDRÉ MANDOUZE.

(Lire la suite page 22.)

ROBERT LAFFONT

Un livre qui rassemble l'expérience de toute une vie

RENÉ DUMONT

Seule une écologie socialiste...



L'ENTRETIEN RADIOTÉLÉVISÉ

« La France a donné le signal de la solidarité »

« L'Afrique est un continent que je connais bien. » Par cette phrase, M. Valéry Giscard d'Estaing a peut-être livré, mardi soir, la clef psychologique de la décision qu'il a prise de fournir l'appui logistique de la France aux troupes zairoises et marocaines, mobilisées contre des maquisards hostiles au régime de Kinshasa. A une semaine du voyage qu'il doit faire à Dakar, où il participera à la conférence des chefs d'Etat d'Afrique francophone, le président de la République a exprimé son engagement personnel aux côtés des dirigeants occidentaux de ce continent, inquiets du soutien que leurs adversaires reçoivent des pays de l'Est.

Fidèle au didactisme aimable dont il aime à faire preuve devant les caméras de la télévision, M. Giscard d'Estaing quitte le bureau où il faisait face à ses quatre interlocuteurs, se tourne vers un vaste planisphère et y désigne le Zaïre, « second pays francophone par sa population, le plus grand par sa superficie ». L'attaque, dit-il, est venue du sud-ouest ; on a remarqué l'agitation populaire ni à Kinshasa ni à Lubumbashi : le régime du président Mobutu — sur lequel — nous n'avons pas à porter de jugement — n'est donc pas contesté à l'intérieur, mais agressé de l'extérieur. « Je ne veux pas que les Etats africains amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leur

droit et lorsque leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. »

M. Giscard d'Estaing a souligné que Paris avait agi seul, informant ses partenaires européens, mais non les Etats-Unis, avant de donner, à la demande du Zaïre et du Maroc, le « signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique ». Cependant, si l'on en croit ce que le chef de l'Etat a déclaré aux présidents des groupes parlementaires de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat, la France n'a pris sa décision qu'après avoir reçu le soutien de l'Egypte et de nombreux Etats d'Afrique au

« La sécurité du Zaïre était menacée par des éléments venus de l'extérieur »

Christian Bernadac (TF 1) indique d'abord que les quatre journalistes qui interrogent le président (Roland Faure de l'Aurore, Jean-Pierre Joulin d'Europe 1, Edouard Sablier de France-Inter et Michel Tatu du Monde) se sont mis d'accord pour parler d'abord du Zaïre et des problèmes africains, puis des rapports Est-Ouest et des initiatives du président Carter, et enfin de l'Europe.

EDOUARD SABLIER. — Ma première question, monsieur le président, c'est celle que se posent, ce soir, tous les Français (...) : pourquoi être intervenu par un pont aérien au Zaïre ?

LE PRESIDENT. — Pourquoi la France est-elle intervenue au Zaïre ? Elle est intervenue parce qu'on le lui a demandé. En effet, le Zaïre, qui est un grand Etat africain, avec lequel nous avons des liens de coopération, a vu sa sécurité menacée par des éléments venus de l'extérieur, et le Zaïre a fait appel à la solidarité africaine. Il s'est adressé à l'Organisation de l'unité africaine et a demandé aux Etats africains de lui témoigner leur solidarité. Un certain nombre d'Etats africains ont répondu positivement, et notamment, le Maroc. Le Maroc a proposé au Zaïre de faire parvenir au Zaïre un certain nombre d'éléments militaires. Le Zaïre et le Maroc ne disposaient pas des moyens de transport rapides suffisants pour réaliser cette opération, et ils se sont donc adressés conjointement à la France.

C'est alors que nous avons pris la décision, non pas improvisée, comme on l'a écrit, mais soigneusement réfléchie, et décidée de répondre favorablement à cette demande.

L'action de la France consiste donc, en réponse à une demande africaine, à assurer le transport d'un certain nombre d'éléments militaires, à partir du Maroc, en direction du Zaïre. J'indique tout de suite que le transport effectué par les avions français porte exclusivement sur du matériel. Ce n'est donc pas une opération de combat. Il n'y a pas de Français qui soient ou seraient engagés au Zaïre. C'est une opération d'assistance, de coopération, pour un transport entre le Maroc et le Zaïre.

Mais alors, vous me dites : nous avons répondu à cette aide, pourquoi ?

En le faisant, nous avons voulu donner deux signaux : un signal de sécurité et un signal de solidarité. D'abord, un signal de sécurité.

Je ne veux pas que les adversaires amis de la France, lorsqu'ils sont à l'intérieur de leurs droits et que leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés. Ils ne seront pas abandonnés.

Quant au signal de solidarité, c'est le fait de montrer la solidarité étroite qui existe entre l'Europe et l'Afrique.

L'Europe ne peut pas se désintéresser de ce qui se produit sur le continent africain ; ce serait, de

sa part, la plus coupable des insouciances. Nous avons voulu, à cette occasion, donner le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

ROLAND FAURE. — Monsieur le président, nous sommes assez mal informés de ce qui se passe sur place. Pouvez-vous (...) nous décrire un peu la situation sur le terrain ? S'agit-il d'une invasion avec des affrontements sanglants ou, au contraire, d'une querelle ? (...) S'agit-il d'une attaque venue de l'extérieur (...) ou, au contraire, d'une réaction intérieure contre le régime du président Mobutu ?

LE PRESIDENT. — D'abord, un premier point très important : ce n'est pas une insurrection. Nous connaissons le Zaïre. Je connais le Zaïre. Les grandes villes du Zaïre, c'est-à-dire Kinshasa, Lubumbashi, ne se sont pas soulevées. Il n'y a pas eu de désordres au Zaïre. Ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont pénétré sur le territoire zairois.

Si vous voulez, je vais vous montrer où se déroulent ces événements sur cette carte.

Voilà donc le Zaïre, au centre de l'Afrique. Quelques indications.

C'est, après la France, le pays francophone le plus peuplé du monde, vingt-cinq millions d'habitants, et c'est, avant la France, le pays francophone le plus étendu du monde.

C'est un pays qui a des ressources considérables. Le fleuve Congo, que voici, est un fleuve dont l'équipement, si on le réalisait au point de vue de l'énergie électrique, représenterait l'équivalent de quarante centrales nucléaires. C'est pour vous situer l'importance d'un tel pays.

L'invasion, l'infiltration s'est produite dans le sud du pays, dans la région que je vous indique, et à partir du territoire voisin.

On a dit : ce sont des gendarmes katangais qui rentrent chez eux. Je vous rappelle que ces gendarmes katangais sont partis du Zaïre il y a maintenant douze ans. Ils ont donc vieilli, et je ne pense pas qu'ils rentrent dans ce pays avec les armes qu'ils auraient emportées il y a douze ans ! Ce sont donc des hommes armés, équipés, qui ont pénétré au Zaïre.

Ils ont avancé en direction d'une ville importante, la ville de Kolwezi, qui est une ville de cent cinquante mille habitants, et dont la chute était prévue, vous vous souvenez, il y a environ une dizaine de jours.

Ce sont des opérations qui se déroulent sur un terrain qui est une sorte de savane, très fertile, qui se déroulent principalement la nuit ; ce n'est pas exactement une guerre, avec de grandes unités militaires qui se combattent, c'est plutôt une infiltration d'une grande importance, puisqu'elle menaçait la sécurité d'une ville de cent cinquante mille habitants.

A l'heure actuelle, depuis les décisions qui ont

été prises, la situation paraît stabilisée sur le terrain, et du point de vue de la situation politique, je vous rappelle qu'il n'y a pas de troubles, qu'il n'y a pas d'insurrection au Zaïre, que ce sont des éléments venus de l'extérieur qui ont posé ce problème de sécurité.

MICHEL TATU. — Il y a quand même des informations qui disent que, d'une part, ces éléments ont été plutôt bien accueillis par la population, d'autre part, que l'armée zairoise s'est très mal défendue (...). Il y a aussi (...) des témoignages de journalistes ayant interrogé des Français à Kolwezi, selon lesquels ces militaires français qui se trouvent là ont affirmé qu'ils avaient la charge de défendre la ville, de participer à la défense de la ville ou de faire des plans de défense de la ville (...). Pourquoi le Zaïre n'a-t-il pas pu résister tout seul ? Il a une armée importante. Et est-ce que le régime du président Mobutu vous paraît suffisamment solide pour résister à cette subversion ?

LE PRESIDENT. — D'abord, un point important : nous n'avons pas à porter de jugement sur le régime des Etats africains. Ce n'est pas notre affaire. Nous sommes sortis de la période coloniale. Ce n'est pas nous qui gouvernons l'Afrique. Nous traitons avec les gouvernements. Ces gouvernements sont représentatifs des pays, ils ont les caractéristiques particulières de ces différents pays.

Deuxièmement, l'accueil de la population, nous n'en savons rien. Les témoignages que vous indiquez sont des témoignages qui viennent de ceux qui, précisément, procèdent à ces infiltrations. Naturellement, quand on entre dans un pays, on dit toujours que la population vous y accueille favorablement ! Pour pas qu'on y entre armé, c'est d'ailleurs, en général, l'impression qu'elle vous donne ! Il est difficile — en tout cas, je n'ai pas moi-même d'éléments d'appréciation — de recouper ces informations.

Le dernier point : le rôle des Français.

Il n'y a pas de Français qui combattent au Zaïre et il n'y aura pas de Français qui combattent au Zaïre. On a dit, dans la presse, le cas d'un officier français qui se trouvait au Zaïre, affectivement d'ailleurs, mais je peux vous indiquer qu'il est rentré à Paris cet après-midi. Nous avons depuis maintenant trois ans — l'accord a été signé avant ma prise de fonctions comme président de la République — un accord de coopération militaire avec le Zaïre, comme nous avons des accords avec de nombreux Etats africains. Il y a donc, en général, au Zaïre, quelques dizaines de militaires français — je dis bien quelques dizaines, nous n'avons jamais atteint la centaine — qui sont des officiers et des sous-officiers qui ont des fonctions précises d'enseignement ou d'assistance technique, notamment pour le matériel aérien que nous avons fourni à cet Etat.

JEAN-PIERRE JOULIN. — Monsieur le président, l'intervention franco-marocaine ne va-t-elle pas justifier d'autres interventions extérieures, mais cette fois au côté des

rebelle du Zaïre ? Et plutôt que d'étendre un incendie, n'allons-nous pas embraser toute une région (...).

LE PRESIDENT. — Il n'y a pas d'action franco-marocaine, il y a une action du Maroc et du Zaïre à laquelle la France a apporté le concours de moyens de transport pour une durée déterminée. Vous ne m'avez pas posé la question, mais je vous indique que nos transports se termineront à la fin de la présente semaine, et ensuite nos appareils regagneront la France, leur base d'Orléans.

Vous me dites : est-ce que cela peut déclencher d'autres actions ? Il s'agit là d'une action défensive, à l'intérieur des frontières d'un Etat. La situation serait tout à fait différente si la France, ou d'ailleurs tout autre pays, apportait son concours à une action offensive de franchissement des frontières d'un autre Etat.

Mais voilà un Etat qui est chez lui, à l'intérieur de ses frontières, et dont le gouvernement légitime, reconnu par la Communauté internationale qui siège à l'ONU, qui siège à l'O.U.A., et qui demande à ses partenaires africains une assistance. Cela ne peut pas être la justification pour que se déclenche, de l'extérieur, une invasion en direction de ce pays.

ROLAND FAURE. — (...) N'êtes-vous pas frappé par la simultanéité de l'échec et du retrait des Russes du Proche-Orient et de leur implantation en Afrique, d'abord en Angola et maintenant en armant justement ces cohortes de Katangais, qui viennent attaquer le Zaïre ? Est-ce qu'il s'agit pour l'Union soviétique, à votre avis, de prendre pied sur ce continent pour des raisons stratégiques et pour des raisons économiques, ou bien les Russes préparent-ils, à partir du Zaïre, une réimplantation au Proche-Orient, à travers, par exemple, le Soudan, c'est-à-dire vers l'Egypte ?

LE PRESIDENT. — Non, je ne crois pas qu'il y ait une corrélation entre la politique africaine de l'Union soviétique et les événements du Proche-Orient. Je crois que la politique africaine de l'Union soviétique existe depuis longtemps, qu'elle s'est manifestée d'ailleurs, dans le passé, dans d'autres régions de l'Afrique. On s'en souvient certainement : vous pourriez citer de mémoire un certain nombre d'Etats où cette présence s'était manifestée. Si, à l'heure actuelle, elle se manifeste, c'est en raison de la situation très troublée du continent africain, et de l'attitude soviétique qui consiste toujours à manifester sa présence là où il y a une incertitude ou une situation troublée.

Je ne pense pas que ce soit le Moyen-Orient qui soit à l'origine de cette action soviétique. Mais, à cet égard, je voudrais vous dire ce que je pense, moi, du sentiment profond de l'Afrique.

L'Afrique est un continent que je connais bien. C'est un continent que l'Europe doit considérer comme un continent frère. Les Africains, à l'heure actuelle, ne souhaitent pas du tout être soumis par les idéologies concurrentes. Ce n'est pas le vœu de l'Afrique, l'Afrique aspire à son développement, elle aspire à une situation paci-

DU PRÉSIDENT

entre l'Europe

comme l'a indiqué M. Giscard d'Estaing, le Gabon est l'un des Etats africains qui ont le plus de liens avec la France. C'est pourquoi, dans le cadre de la coopération entre la France et l'Afrique, le Gabon a été choisi pour accueillir le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique se tiendra à Libreville, au Gabon, du 15 au 17 mai 1977. Il sera présidé par M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Le sommet de la coopération entre la France et l'Afrique est l'occasion pour le président de la République de rendre un hommage à la coopération entre la France et l'Afrique, et de souligner l'importance de cette coopération pour le développement de l'Afrique.

Nous sommes une force combattante à la mer.

A l'occasion du 25ème Anniversaire du Couronnement de la Reine, une Revue Navale se déroulera à Spithead le 28 Juin 1977.

Plus de 100 bâtiments de guerre venus du monde entier y participeront.

Les membres du Ministère de la Marine prendront place à bord du H.M.S. 'Birmingham', l'un des destroyers les plus évolués de la Royal Navy dont la propulsion est assurée par des moteurs Rolls-Royce Tyne et Olympus.

Pour avoir construit près de la moitié des turbines à gaz montées sur les navires appartenant à 22 Forces Navales Mondiales, Rolls-Royce se classe incontestablement en tête de la technologie des turbines à gaz marine.

Chaque moteur marin Rolls-Royce bénéficie d'une tradition unique de technologie éprouvée, de fiabilité inégalée et d'un service après-vente omniprésent dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

C'est ainsi que les moteurs Rolls-Royce propulsent Concorde à deux fois la vitesse du son, qu'ils équipent le Lockheed TriStar, le Boeing 747 et d'autres avions parmi les plus prestigieux qui sillonnent les airs.

Ces moteurs fournissent également l'énergie nécessaire aux industries du gaz et du pétrole dans 14 grandes nations qui les utilisent pour les forages en mer du nord et le pompage à travers les régions désertiques de l'Alaska.

Par ailleurs, ils servent à produire plus de 5000 mégawatts d'électricité à l'échelon mondial pour satisfaire les besoins de petites installations industrielles jusqu'à ceux de villes entières.

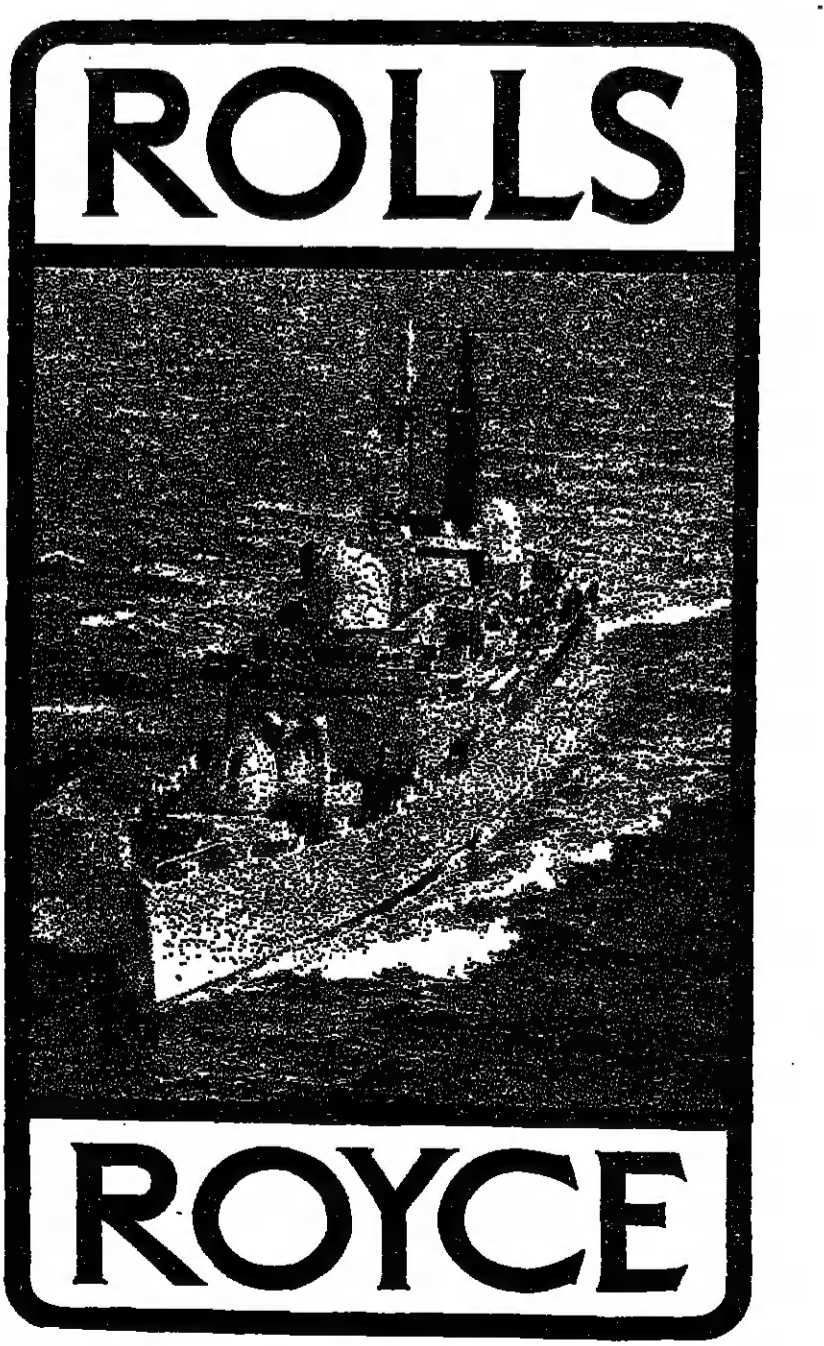
Grâce à son expérience incomparable dans le domaine de la conception et du développement des turbines à gaz, Rolls-Royce s'est hissé au premier rang des producteurs d'énergie du monde et dispose de tous les moyens pour répondre aux demandes d'où qu'elles viennent dans l'immédiat comme dans le futur.

Rolls-Royce (France) Limited, 122 Avenue Charles de Gaulle, 92 Neuilly Sur Seine, Paris, France.

Rolls-Royce Limited, 65 Buckingham Gate, London SW1E 6AT, England.



Nous avons pour devise: progrès.



ROYCE

LES RÉACTIONS

DANS LA MAJORITÉ

Le R.P.R. : l'attachement de la France au principe de l'indépendance

Le R.P.R. a réagi avec intérêt à la déclaration de M. Giscard d'Estaing, président de la République, sur la situation au Zaïre. Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

Le R.P.R. estime que la France a agi avec sagesse et a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique.

مكتبة من الأصل

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

entre l'Europe et l'Afrique »

régime de type modéré », comme l'a indiqué M. Roger Chanda, président du groupe républicain indépendant à l'Assemblée nationale : parmi ces États, le Gabon, où font escale les avions de transport militaire français en route vers le Zaïre. La question aurait été précisément discutée lors du passage à Paris, le 2 avril, du secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, et de M. Anouar El Sadate, chef de l'État égyptien.

L'Europe est apparue comme la seconde pôle de l'axe sur lequel M. Giscard d'Estaing situe la politique étrangère de la France. Comme pour illustrer le jugement qu'il a formulé sur

les conséquences néfastes que la division de la France peut avoir sur son action internationale, le président de la République a retourné à M. Jacques Chirac son compliment sur les membres de l'Assemblée européenne : « Il y a parmi eux dix députés R.P.R. : je ne les considère pas comme des bavards irresponsables. » Estimant les pouvoirs du Parlement de Strasbourg à la fois considérables et strictement limités, le chef de l'État a rappelé l'avis favorable que le Conseil constitutionnel, saisi par lui, a donné au projet de loi sur l'élection de cette assemblée au suffrage universel. Les députés de la majorité

pourraient-ils ne pas rattacher une décision prise par les dirigeants européens, conformément au traité de Rome, en décembre 1974, et que le gouvernement de M. Chirac a examinée six fois, avant d'y consacrer entièrement sa réunion du 15 juillet 1976 ?

Comme on lui faisait remarquer que les Français ne semblaient pas s'intéresser beaucoup à l'Europe, M. Giscard d'Estaing a paru s'assombrir un instant. Puis il a affirmé sa foi dans le « large consensus national » sur lequel il voudrait appuyer l'action de la France en Europe et en Afrique.

fière et sa plus grande ambition serait que l'Afrique soit laissée aux Africains. D'ailleurs, chaque fois qu'elle le pourra, par ses procédés elle, elle fera reculer les interventions ou les influences politiques extérieures. Elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, elle le fera encore. Si bien que l'attitude de la France dans le cas du Zaïre, ou dans le cas de la politique africaine, ne sera pas de tout un attitude de type néo-colonialiste, ou tendant à dicter le ne suis que politique à l'Afrique. C'est une politique d'assistance à l'Afrique pour régler ses vrais problèmes, c'est-à-dire pour être maîtresse, enfin, de ses problèmes de développement et de sécurité.

MICHEL TATU. — (...) Vous avez dit que c'étaient des éléments venus de l'extérieur, des territoires voisins, il s'agit donc de l'Angola (...). Est-ce que vous estimez qu'il y a un rôle également du Cuba dans cette affaire, et donc, à un deuxième degré, de l'Union soviétique ?

LE PRÉSIDENT. — D'abord, c'est différent, Cuba et l'Union soviétique ; ce ne serait pas la même responsabilité. Ce qui est certain, d'après les observations sur le terrain, c'est que les éléments qui se sont infiltrés au Zaïre étaient des éléments récemment entraînés ; autrement dit, ce ne sont pas les gendarmes katangais revenant après douze ans dans leur pays, et avec leurs vieilles armes, ce sont des éléments qui ont subi un entraînement, qui notamment ont subi un entraînement de guerre révolutionnaire ; c'est pourquoi ils font des opérations la nuit, par petites troupes de dix ou vingt, avec une technique éprouvée. Ce sont donc des éléments qui ont été formés par d'autres, ceci est tout à fait clair.

Alors, quels sont les autres qui les ont formés ? Je n'ai pas d'information à cet égard.

MICHEL TATU. — M. Young (1) dit qu'on surestime le danger soviétique, et n'est pas tellement inquiet de voir l'intégrité du territoire du Zaïre menacée. Plus généralement, la réaction des États-Unis a été très réservée. On a le sentiment que, au fond, la France fait un petit peu ce que les Américains avaient l'habitude de faire jusqu'à présent : une politique plus active, plus engagée, dont les Américains ont même pas le sentiment. (...) Ne peut-on redouter certaines conséquences qu'on connaît les Américains d'un excès d'engagement à l'extérieur ?

LE PRÉSIDENT. — Non. D'abord je vous dirai que la France agit pour son compte, pas pour le compte d'autrui. Très souvent, dans nos débats politiques nationaux, on souhaite que la France ait une politique indépendante ; en vérité, une. Nous n'avons demandé, à cet égard, l'autorisation ou l'approbation de personne. Je veux dire que le secrétaire d'État des États-Unis est passé à Paris samedi dernier, que nous avons parlé en termes généraux de la situation en Afrique, mais que je ne lui ai pas fait part de notre intention de répondre éventuellement à une demande qui nous serait adressée. Donc, c'est une politique indépendante de la France.

Je n'ai pas besoin de vous dire non plus que je ne suis pas d'accord avec les déclarations, telles qu'elles ont été rapportées, du représentant des États-Unis à l'ONU. Alors, il ne faut pas établir entre cette situation et d'autres situations un parallèle qui serait tout à fait abusif, je le pense. L'attitude de la France dans le cas du Zaïre, ou dans le cas de la politique africaine, ne sera pas de tout un attitude de type néo-colonialiste, ou tendant à dicter le ne suis que politique à l'Afrique. C'est une politique d'assistance à l'Afrique pour régler ses vrais problèmes, c'est-à-dire pour être maîtresse, enfin, de ses problèmes de développement et de sécurité.

Je voudrais dire aux Français que l'Afrique c'est tout près. L'Afrique, c'est un continent d'où viennent traditionnellement un certain nombre de nos ressources et de nos matières premières, avec lequel nous avons des liens très étroits. L'Afrique, même si c'est lointain pour beaucoup de Français, c'est le continent voisin du nôtre. Un changement de la situation politique de l'Afrique, une situation générale d'insécurité ou de subversion en Afrique aurait des conséquences pour la France et l'Europe. C'est pourquoi la France a voulu, le 14 mai tout à l'heure, donner un signal et, pour ma part, M. Tatou, je préfère qu'elle se donne ce signal sans l'accord des États-Unis. C'est l'occasion de montrer pour une fois qu'il existe des problèmes, qu'il existe des situations dans lesquelles l'Europe devrait se manifester elle-même, et l'Europe s'est manifestée par l'intermédiaire de la France. Nous avons naturellement prévenu nos partenaires européens, nous aurons l'occasion d'étudier avec eux la situation, mais je considère que le fait que le problème africain ait été souligné dans son intégralité par la France au nom de l'Europe, et non pas par la France au nom d'une impuissance extérieure à l'Europe, est en soi le signe d'une politique indépendante et responsable.

JEAN-PIERRE JOULIN. — Vous avez souhaité des concertations avec les chefs des grandes puissances sur la politique africaine. Alors, comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne, pourquoi n'avoir rencontré que les chefs des groupes parlementaires de la majorité ?

LE PRÉSIDENT. — Je souhaiterais que ces circonstances soient possibles et je vous dirai que, de mon côté, je serai tout prêt à y participer. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Parce qu'il y a eu l'initiative inverse. J'ai reçu, avant même d'avoir expliqué le point de vue du gouvernement français, une lettre du président du groupe communiste, lettre dans laquelle il critique l'action de la France. Alors, je dis tout de suite, connaissant bien M. Ballanger, que je m'étonne qu'il critique l'action de la France avant même de s'être rendu

seigné auprès des responsables de la politique française. Il pourrait voir le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, et même, s'il le souhaitait, le président de la République, qui lui aurait expliqué, comme aux présidents des groupes de la majorité, les motifs de notre action.

CHRISTIAN BERNADAC. — C'est une invitation, monsieur le président ?

LE PRÉSIDENT. — Une invitation et une réflexion.

Je voudrais terminer par deux remarques, parce qu'on va dire beaucoup de choses sur cette affaire du Zaïre : rappeler que c'est cette année que la France va terminer la décolonisation, pour sa part, de l'Algérie. J'ai pris moi-même le soin de le dire au gouvernement, bien entendu, de conduire à

l'indépendance le dernier territoire que nous possédions en Afrique, l'État des Afars et des Issas, et avant la fin de ce semestre, la France aura terminé la décolonisation de l'Afrique. Ceci pour répondre aux accusations malveillantes d'une politique néo-colonialiste de la France.

Et puis, une autre remarque pour remercier les équipages de nos avions et dire ceci : nous avons pris la décision concrète de répondre à la demande du Maroc et du Zaïre mercredi en fin de matinée. Nos premiers avions ont commencé à être en mouvement jeudi, ils ont été sur place vendredi matin et ils ont commencé à arriver à destination à partir de samedi.

Le communiqué de l'Elysée a été publié dimanche à 16 heures. Il n'y a eu aucune fuite et aucune indiscretion, bien que cette opération ait comporté la mise en œuvre de plusieurs centaines de personnes. En bien, je voudrais féliciter ces hommes pour la capacité dont ils ont fait preuve et pour leur sens de l'indépendance nationale.

(Lire nos informations pages 5 à 7.)

« La détente n'est pas une politique de conquête idéologique »

ROLAND FAURE. — L'opinion française n'a pas compris pourquoi, dans la même semaine où le président Carter accordait son soutien à un contestataire soviétique, puis qu'il recevait Boukharine à la Maison Blanche et qu'il écrivait à Sakharov (...), le président de la République française refusait de reconnaître l'existence d'un problème de la détente, et pourquoi, dans la même semaine, le gouvernement français refusait de reconnaître l'existence d'un problème de la détente, et pourquoi, dans la même semaine, le gouvernement français refusait de reconnaître l'existence d'un problème de la détente.

LE PRÉSIDENT. — Non, ce n'était pas pour ce motif, c'était en raison d'une conception que nous avons de la politique de la détente.

Malheureusement, mon explication sera nécessairement un peu délicate.

D'abord, sur cette politique de la détente, dont on parle, quelle est notre conception ? Pour moi, la politique de la détente, c'est un effort pour améliorer les relations entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest, en acceptant leur existence réciproque et sur une base d'égalité. Donc, la politique de la détente fondamentalement est une tentative d'amélioration entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest. Ce n'est pas une politique de conquête idéologique de l'Ouest par l'Est ou de l'Est par l'Ouest.

A cette politique de détente, qui est nécessairement patiente, puisqu'elle vise à améliorer les relations, s'ajoutent certaines préoccupations fondamentales qui sont pour nous celles des droits de l'homme et qui sont celles de l'application de l'accord d'Helsinki.

D'abord, sur les droits de l'homme, je vous rappelle que la France, dans tous ses textes fondamentaux, dans sa Constitution, insiste sur le respect des droits de l'homme, sur la liberté de la pensée, sur toutes ses formes et le plein exercice de celle-ci et, lorsque le président Carter veut intro-

duire dans la politique mondiale une affirmation plus claire, plus forte, des droits de l'homme, il trouve une participation active de la France.

Il y a ensuite les accords d'Helsinki et dans les accords d'Helsinki un certain nombre de principes sont posés. Ils ont été posés par tous les pays qui ont signé ces accords, et notamment par l'Union soviétique. J'ai apporté l'accord d'Helsinki, pensant que cette question serait soulevée. Je vous lis ceci. Dans les accords il est précisé :

« Les États participant — et donc l'Union soviétique — favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres, qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral. »

Et un peu plus loin, on dit dans ce même accord :

« Les pays participant confirment le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence. »

Donc la France estime que l'application des accords d'Helsinki comporte effectivement l'exercice des libertés et des droits civils, et la France l'exprime ou le rappelle chaque fois qu'il sera question de l'application des accords d'Helsinki.

À ce stade, quand la France manifeste sa réprobation pour les « hommes qui visent à maltraiter ou à persécuter des individus ou des groupes d'individus, parce que ceux-ci réclament dans leur pays l'application des accords d'Helsinki », cela est tout à fait normal.

Vous posez la question de savoir si, compte tenu de cette attitude, la France, et moi-même, doit recevoir tel ou tel particulier, personnage de l'Union soviétique ou d'un autre pays, que je juge persécuteur.

(Lire la suite page 4.)

LES RÉACTIONS

DANS LA MAJORITÉ

Le R.P.R. : l'attachement de la France au principe de l'indépendance nationale

Le secrétariat général du R.P.R. :

« Le R.P.R. ne pouvait qu'attendre les précisions données par le président de la République pour se prononcer sur l'initiative française au Zaïre. Il constate, cependant, qu'il s'agit d'une aide logistique, limitée dans le temps, n'impliquant aucune participation armée et qu'il n'y a d'aucune façon ingérence dans les affaires intérieures du Zaïre, puisque la France ne fait que répondre à l'appel du gouvernement de ce pays. »

« D'autre part, le R.P.R. retient que le Zaïre est menacé par l'intrusion d'éléments armés, entraînés à l'extérieur, et qui ont franchi par la force une frontière internationale connue. »

« M. ANDRÉ DILIGENT, vice-président du Centre des démocrates-sociaux : « Des réponses claires apportées par le président de la République aux questions graves concernant la politique étrangère de la France, le C.D.S. retient, avec satisfaction, la réaffirmation d'une politique placée sous le double signe de l'indépendance et de la solidarité. »

« Pour l'Afrique comme pour l'ensemble du monde, la résistance face à toute forme de néo-colonialisme repose à toute époque d'impérialisme militaire ou économique exige le nécessaire renforcement de la construction européenne. »

« M. ERIC HINTERMANN, secrétaire général de la Fédération des socialistes-démocrates : « Les Français qui souhaitent une troisième voie se réjouiront de l'affirmation de l'indépendance à l'égard des deux blocs, qu'il s'agisse de l'unification politique européenne, de l'Afrique, des attitudes aux droits de l'homme, des Concorde aux États-Unis et de la détente, et réaffirmeront leur opposition au libéralisme économique qui nuit à l'indépendance en affaiblissant la France. »

« Si tel est le cas, le geste de la France ne peut être compris que comme le témoignage de notre attachement au principe de l'indépendance nationale, qui ne s'accommoderait d'aucune ingérence étrangère. Dans cette perspective, les jeunes nations d'Afrique qui veulent rester maîtresses de leur destin n'auront pas compris que nous soyons demeurés indifférents. »

« M. DOMINIQUE BUSSE-REAU, président de Génération sociale et libérale (G.S.L.), Mouvement de jeunes giscardiens : « Les événements actuels en Afrique ont conduit à la paix mondiale des risques considérables et la présidence de la République a raison de faire entendre haut et clair la voix de la France (...). La réaction du parti communiste à la décision du gouvernement de permettre l'envoi de matériel au Zaïre est inquiétante, car elle démontre que les communistes privilégient les intérêts internationaux du marxisme par rapport au devoir de la France. »

DANS L'OPPOSITION

M. Kanapa (P.C.F.) : indignation et inquiétude

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F. :

« Le ton de jubilation avec lequel le président de la République, tel un chef d'état-major déchaîné, a lancé des opérations à partir de son expédition coloniale au Zaïre suscite à la fois l'indignation et l'inquiétude. »

« L'indignation, car au moment où des millions de familles laborieuses souffrent de la crise, les grandes difficultés d'existence, Giscard leur explique que rien n'est plus pressé que de voler au secours du régime corrompu du Zaïre. L'indignation, car le petit français sait trop bien dans quel engrenage fatal l'ont déjà entraîné dans le passé de telles initiatives présentées au début comme isolées et d'une durée limitée. »

« (...) M. Giscard d'Estaing justifie ouvertement de son opération un « signal », un acte d'intimidation contre les peuples d'Afrique qui tentent pour l'indépendance et la dignité, et il distille à peine la cible qu'il vise dans l'immédiat : l'Angola. Il discourt sur les décisions d'Helsinki concernant les droits de l'homme, ces droits bafoués pour des milliers de travailleurs de la sidérurgie, pour un

million et demi de chômeurs (...). Mais, à deux mois de la réunion de Bagdad, il n'annonces pas la moindre initiative française en faveur de la sécurité et du désarmement. »

« Il tente de rassurer les Français en prétendant que l'Assemblée européenne n'aurait pas de pouvoirs nouveaux, mais la déclaration du « sommet » européen de 1974 qui énonce lui-même à présentement décidé de donner des pouvoirs législatifs à cette Assemblée. »

En conclusion, M. Giscard d'Estaing — qui se glorifie du secret monarchique dont il entoure ses entreprises — a appelé à un consensus national « pour le soutien à la fois dans son aventure au Zaïre et dans son projet d'élection de l'Assemblée européenne. Il ressort de ses propos qu'il ne compte pas sur notre parti pour participer à cette « mobilisation ». Il a parfaitement raison. »

« Nous appelons, nous, les Français et les Français à opposer résolument à cette politique qui fait courir les plus grands dangers à la paix et à la nation. »

M. JEAN-PIERRE COT (P.S.) : le gendarme du tiers-monde.

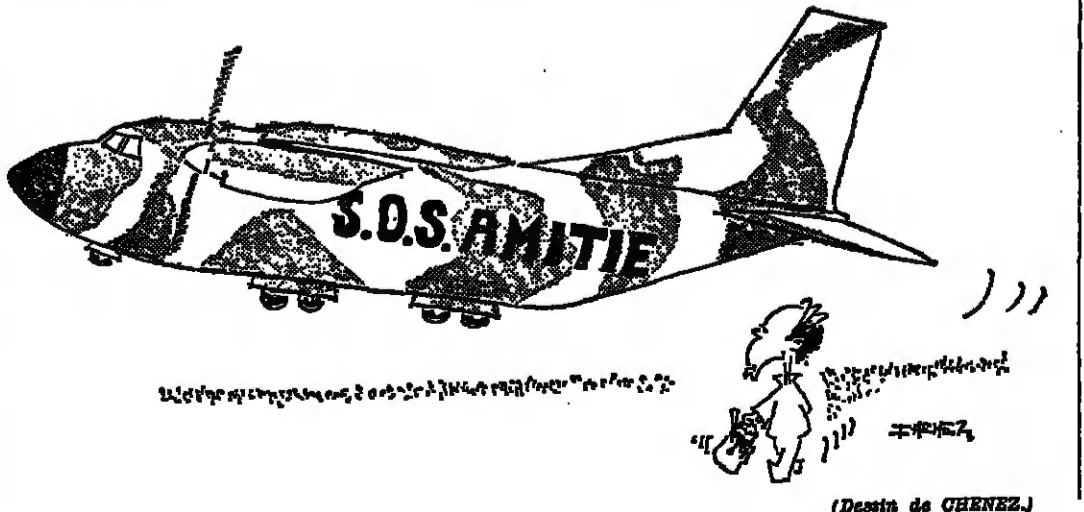
M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie : « La France entend devenir le gendarme du tiers-monde au moment où les États-Unis et la Grande-Bretagne renoncent à ce rôle. La position néo-colonialiste de la France place du côté des forces d'ordre contre tout ce qui peut être progressiste. L'attitude de la France est pour le moins imprudente. (...) »

« M. JEAN CHARBONNEL, ancien ministre et président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition) : « Il est significatif que, pour traiter les problèmes de politique étrangère qui se posent aujourd'hui à notre pays, M. Giscard d'Estaing ait repris les grands thèmes gaulliens de l'indépendance, de la coopération et de la détente. »

« Comment se fait-il que son propos n'ait pourtant pas convaincu ? Sans doute parce qu'au-delà du rappel des principes et de l'exposé des intentions aucune volonté politique n'est apparue pour définir les vrais moyens nécessaires à la mise en œuvre des thèmes évoqués. »

« M. VICE-AMIRAL D'ESCADRE ANTOINE SANGUINETTI (gaulliste d'opposition) : « Je déplore cette intervention qui ne concerne aucunement les intérêts vitaux de la France et qui diminue donc dans la mesure du possible l'efficacité de notre action internationale. (...) »

« M. DOMINIQUE GAILLET, co-président du Front progressiste (gaullistes d'opposition) : « Les propos du président de la République ne doivent pas cacher la réalité de l'action diplomatique du pouvoir giscardien. La politique étrangère menée par Valéry Giscard d'Estaing est, contrairement à ce qu'il a déclaré lors de son entretien télévisé, une politique d'alignement systématique sur les intérêts américains. Cela revient à faire jouer à notre pays le rôle que l'Égypte et le Maroc jouent dans d'autres contextes, celui de régimes — relais de l'influence américaine. »



(Dessin de CHENEZ.)

AFRIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Defferre dénonce la « politique du fait accompli »

Mardi 12 avril, à l'Assemblée nationale, M. GASTON DEFERRER, président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, a évoqué, dans un rappel au règlement, les événements du Zaïre et l'attitude adoptée par la France. Il a notamment déclaré : « La décision prise par le président de la République relative de la politique du fait accompli. Elle constitue un excès de pouvoir. On peut se demander à cette intervention dans les affaires intérieures d'un État étranger n'est pas un premier pas qui risque d'engager la France dans une aventure dangereuse. Elle témoigne, en tout

cas, d'un mépris complet pour les droits du Parlement (...). Les journaux du soir nous apprennent que des officiers, des conseillers militaires français, se trouvent sur place. Il ne s'agit donc pas d'une opération improvisée, mais, au contraire, préparée de longue main, à l'insu du Parlement, sans doute aussi du gouvernement (...). Nous sommes en droit de poser les questions suivantes : Quel type d'aide la France accorde-t-elle au Zaïre ? (...) Est-ce le début d'une aventure qui pourrait mal tourner ? Les précédents ne manquent pas. On sait notamment ce qu'il en est advenu de l'engagement américain au Vietnam.

M. CHARLES RIGNON (R.P.R.). — Et l'expédition de Suez ? M. DEFERRER. — M. Giscard d'Estaing considère-t-il le Parlement comme une institution nationale ? Il réserve ses explications aux témoins et à la majorité présidentielle et à la majorité nationale en tant que telle. Cette attitude révèle, de la part du président de la République, un mépris inadmissible à l'égard du Parlement.

M. ROBERT BALLANGER, président du groupe communiste, intervient à son tour et déclare : « La Constitution dispose que le gouvernement est déterminé et conduit la politique de la nation ». Or, c'est sans le Parlement, qui est le représentant de la nation, que le président de la République a décidé cette intervention coloniale (« Angola, Angola ! » s'écrient plusieurs députés de la majorité) qui a de graves conséquences immédiates et qui va compromettre gravement l'avenir de la coopération de la France avec les pays africains et dont on ne sait jusqu'où elle va nous entraîner. Le président de la République a mentionné l'existence d'accords militaires entre la France et le Zaïre. Le Parlement n'a jamais été saisi des instruments de ratification de ces accords. Il n'existe donc pas, et il n'est pas admissible que la plus haute autorité se réfère à des accords qui n'ont pas d'existence légale. C'est pourquoi, m'élevant à nouveau contre l'indignité du nom de nos groupes contre cette nouvelle violation de la Constitution (...), je demande expressément que le Parlement soit saisi d'une déclaration de « non subvention qu'il puisse en débattre et se prononcer par un vote ».

En fin d'après-midi, les présidents des groupes de la gauche déclarent devant cette demande lors de la conférence des présidents des groupes du Congrès, que M. CHRISTIAN FONSELIER, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, a indiqué qu'il en informerait le gouvernement.

Une promesse oubliée

Dans le message qu'il avait adressé au Parlement le 30 mai 1974, onze jours après son élection, à la présidence de la République, M. Giscard d'Estaing avait pris un engagement solennel : « L'opposition, avait-il dit, doit être à même de jouer son rôle et d'exercer ses responsabilités. J'informerai les dirigeants de l'opposition des éléments qui déterminent certaines grandes décisions nationales, notamment extérieures. »

Les mouvements du Zaïre à destination du Zaïre n'ayant été portés à la connaissance de l'opposition que le dimanche 10 avril à 16 heures, alors qu'ils avaient commencé le jeudi précédent, il apparaît clairement que le chef de l'État n'a pas tenu ses promesses et il n'a pas, à l'étonner, que M. Gaston Defferre ait dénoncé avec vigueur, mardi après-midi au Palais-Bourbon, la « politique du fait accompli ».

Oublieux de ses engagements, M. Giscard d'Estaing semble décidé à les honorer à l'avenir puisqu'il a déclaré mardi soir : « Nous aurons d'autres sujets de politique étrangère importants au cours

du printemps et je souhaiterais que nous puissions échanger vers une situation où ces problèmes puissent être débattus avec la majorité mais aussi avec l'opposition. C'est une réflexion et c'est une invitation. »

Le tout est de savoir ce que l'on entend par « débattre ». M. Lohé, président du groupe R.P.R., s'est déclaré satisfait que M. Giscard d'Estaing ait expliqué après coup aux représentants de la majorité le pourquoi et le comment de l'intervention française au Zaïre et il est allé jusqu'à se féliciter de ce « geste très sympathique de la part du chef de l'État à l'égard du Parlement ».

C'était vraiment se montrer bon enfant et l'on ne saurait en vouloir à M. Giscard d'Estaing d'être aussi sympathique. Il est, en effet, évident que la France ne connaît jamais le « consensus national » auquel le chef de l'État déclare toujours aspirer de toutes ses forces et de tout son cœur si l'Élysée ne change pas de méthode et n'opte pas définitivement pour la conception préalable au détriment de l'explication a posteriori.

R. B.

DANS LES COULOIRS

La forme et le fond

Disocier le fond et la forme peut constituer un bon moyen de nuancer un commentaire. C'est celui dont ont usé les députés R.P.R. pour juger la décision d'aide au Zaïre, via le Maroc. Le même procédé peut être utilisé pour donner plus de poids à une approbation totale ou à une condamnation sans réserve. C'est celui qui a retenu les députés républicains indépendants, centristes et ceux de l'opposition.

Les parlementaires communistes faisaient part de leur « inquiétude » et de leur « indignation » face à une « intervention de l'armée française », qui, selon eux, « constitue une ingérence ouverte dans les affaires intérieures d'un peuple ». Redoutant qu'elle ne s'engage dans l'engrenage d'une aventure coloniale, qu'elle ne « mette en danger la paix », qu'elle ne « réduise les chances d'amitié et de coopération de la France avec tous les pays d'Afrique », les membres du bureau du groupe communiste soulignaient que « prise de conscience avec les dirigeants américains et avec les organisations de l'OTAN elle porte atteinte à l'indépendance de la France [et] transforme notre pays en far de lance des stratégies de l'impérialisme en Afrique ».

Le « fond », condamné, restait la forme, c'est-à-dire « les conditions dans lesquelles la décision a été rendue publique par l'Élysée en pleine vacance parlementaire », ce qui, aux yeux des députés communistes, « constitue un véritable défi à l'opinion démocratique. Ce n'est pas au président de la République, évidemment, c'est au gouvernement responsable devant le Parlement, de conduire la politique de la France ».

Pour les députés socialistes, la réprobation face à ce que M. Mexandeau appelle « le non-respect du gouvernement et du Parlement », était tout aussi partagée. « C'est au premier ministre de régler ce genre de problèmes en étroite liaison avec le Parlement », assurait M. Alain Vivien.

A ces attaques, M. Roger Chéned, président du groupe R.I., répliquait par la constatation de la « permanence du secret ». Évoquant l'affaire du canal de Suez, M. Chéned se demandait si M. Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer, aujourd'hui président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, avait été tenu au courant des mesures prises par Guy Mollet.

Si certains députés centristes manifestaient une once de réticence face au comportement « un peu guerrier » du chef de l'État dans cette affaire, en revanche, la manière dont M. Giscard d'Estaing a fait connaître sa décision, n'était pas pour déplaire aux députés R.P.R. M. Guy Guermeur y voyait une interprétation « logique des institutions ». M. Julien Schwartz estimait « nous sommes en République et c'est au président de la République de conduire la politique étrangère et d'en informer ensuite le pays ». Quant à M. Etienne Pinte, il relevait « du temps du général, ce genre de décision était prise à ce niveau ».

C'est avec plus de réserve que M. Charles Rignon considérait la question : « Je veux savoir jusqu'où on ira », disait-il, ajoutant que ses électeurs se demandent, non sans crainte, s'il était question d'envoyer des troupes. Faisait également part de la réaction de ses électeurs du

Maine-et-Loire, M. Jean Bégault (rdt.) soulignait que la décision présidentielle devant l'attitude « amorphe » des autres pays, avait été « bien acceptée ». Pour M. Mexandeau (P.S.), l'initiative du chef de l'État est étrangère au ressort profond du pays.

M. Robert-André Vivien (R.P.R.) doutait quelque peu du « forme propos » et du « suivi » d'une politique présidentielle dont la crédibilité est, selon lui, déjà bien entamée. Il relevait tout de même que la décision présidentielle était « préférable à une solution hâlée, boiteuse ou insuffisante pour servir la coopération de nouvelles générations d'armement ».

Les idées de M. Brown rejoignent ainsi celles du sénateur Jackson, président des sous-comités des forces armées, et dont on pense qu'il aurait inspiré l'ambitieux programme global soumis aux Soviétiques.

Paradoxalement, M. Carter est maintenant assailli du soutien des éléments « durs », de ceux-là mêmes qui étaient opposés à la nomination de M. Warner. Soutenant qu'il a soutenu la décision dans la perspective de la ratification par le Sénat, à la majorité requise des deux tiers, d'un éventuel accord. Mais on fait valoir à la Maison Blanche que le président n'est pas le prisonnier des « durs », de ceux qui sont attachés au principe de la supériorité américaine et non de la parité nucléaire.

Dans l'immédiat, les dirigeants américains ont multiplié les efforts pour créer un climat favorable aux prochaines négociations. De fait, c'est en dernier ressort, et après s'être opposé à plusieurs reprises, que le gouvernement américain a décidé de faire arraisonner les bateaux de pêche soviétiques coupables de violation des nouvelles limites de pêche. D'autre part, le gouvernement s'est efforcé, mais en vain, d'adopter un amendement adopté finalement par la Chambre privant les représentants américains des institutions financières internationales de refuser les prêts à des pays violant les droits de l'homme. D'une manière générale, on s'attend qu'une sourdine soit mise à la défense des droits de l'homme pendant cette phase de préparation des entretiens de Genève. Enfin, en commentant le refus du gouvernement américain d'envoyer une aide en matériel de combat au gouvernement de Kinshasa, le porte-parole de la Maison Blanche a bien précisé que la situation au Zaïre n'avait pas « le caractère d'un affrontement Est-Ouest ».

HENRI PIERRE.

L'AIDE LOGISTIQUE DE LA

La R. D. A. accorde un soutien important à l'Angola et aux États africains « militants »

De notre correspondant en Europe centrale

impérialiste : l'an dernier, les cotisations des membres de la fédération syndicale ont représenté 60 % du montant de cette aide.

Le soutien « matériel » a-t-il compris aussi des livraisons d'armes ? Il est difficile de l'affirmer, les publications officielles est-allemandes restant très discrètes sur ce point. Mais il est probable que, sous une forme ou sous une autre, une assistance militaire a été fournie à l'abandonneur Horst, proche du ministère des affaires étrangères est-allemand, à lui-même admis (n° 14, 1976) que lorsque les adversaires du M.P.L.A. ne se trouvaient plus qu'à 25 kilomètres de Luanda, en novembre 1975, l'U.R.S.S., Cuba et d'autres pays de la communauté socialiste ont apporté à l'Angola de Netu une « aide rapide et efficace pour la défense de son indépendance nationale ». La R.D.A. ajoutait le journal, poursuivra son « aide politique, morale et matérielle ».

Les techniciens est-allemands sont en tout cas appréciés en Angola. Ils ont participé avec des médecins bulgares et algériens, à l'organisation du nouveau système de santé. Plusieurs spécialistes en matière portuaire ont aidé à la reprise des activités maritimes à Lobito, le port situé à l'extrémité du chemin de fer de Benguela, très important du point de vue économique.

La visite de M. Kleiber, l'été dernier, à Luanda, a permis la collaboration entre les deux pays et les deux partis de se développer sur une grande échelle. Quatre accords gouvernementaux ont été signés : un accord scientifique, scientifique et technique, commercial, aérien. En outre, le SED et le M.P.L.A. ont conclu un accord de coopération pour deux ans (1976-1977). Les dirigeants est-allemands restent toutefois prudents dans la carac-

terisation politique du régime angolais. M. Hoescher, chef du parti et de l'État est-allemand, a souligné, dans son message de vœux aux dirigeants de Luanda, à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance, le 11 novembre 1976, de nouveaux succès « dans la construction de l'ordre nouveau ayant une orientation socialiste ». C'était la première fois qu'il ne se limitait pas à l'encourager seulement à lutter contre le colonialisme ou pour la défense de leur intégrité territoriale. Il faut noter que cette formule fut reprise, deux semaines plus tard, dans le communiqué de la réunion du comité politique exécutif du pacte de Varsovie, qui se tint à Bucarest. On pouvait y lire que « les pays du socialisme et les pays d'orientation socialiste sont des alliés naturels ».

L'Angola n'est pas le seul pays africain où la R.D.A. a établi de bonnes positions. Ses relations avec le Mozambique, l'Éthiopie et la Somalie sont également très suivies. La plupart des pays de la corne d'Afrique ou d'Afrique orientale ont reçu, ces derniers mois, la visite de hauts dirigeants est-allemands, qu'il s'agisse de M. Willi Stoph, alors président du Conseil d'État (Somalie et Yémen du Sud) ; de M. Fischer, ministre des affaires étrangères (Éthiopie, Mozambique, Madagascar), ou de M. Werner Lamberz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du SED, qui fut, en février dernier, sans doute l'un des tout premiers étrangers à être reçu par M. Mengistu Hailemariam en ses nouvelles fonctions de président du conseil militaire provisoire éthiopien et de chef du gouvernement. L'assistance à ces mouvements nationalistes de Rhodésie, de Namibie ou d'Afrique du Sud est très active. M. Rönne, président de l'A.N.C., l'un des mouvements de libération des Noirs rhodésiens, s'est vu promettre, le mois dernier à Berlin-Sud, le « soutien actif » de la R.D.A. dans sa lutte.

MANUEL LUCBERT.

DIPLOMATIE

M. Garier souhaite relancer le dialogue avec Moscou

(Suite de la première page.)

Le président Carter, toujours selon le même journal, aurait été impressionné par les arguments du secrétaire à la Défense, M. Harold Brown, faisant valoir que dans l'approche d'une impasse, les États-Unis seraient dans une position meilleure que l'Union soviétique pour en supporter les conséquences. C'est - à dire la réduction des forces armées - bref, dans l'optique présidentielle, l'absence d'accord serait préférable à une solution hâlée, boiteuse ou insuffisante pour servir la coopération de nouvelles générations d'armement.

Les idées de M. Brown rejoignent ainsi celles du sénateur Jackson, président des sous-comités des forces armées, et dont on pense qu'il aurait inspiré l'ambitieux programme global soumis aux Soviétiques.

Paradoxalement, M. Carter est maintenant assailli du soutien des éléments « durs », de ceux-là mêmes qui étaient opposés à la nomination de M. Warner. Soutenant qu'il a soutenu la décision dans la perspective de la ratification par le Sénat, à la majorité requise des deux tiers, d'un éventuel accord. Mais on fait valoir à la Maison Blanche que le président n'est pas le prisonnier des « durs », de ceux qui sont attachés au principe de la supériorité américaine et non de la parité nucléaire.

Dans l'immédiat, les dirigeants américains ont multiplié les efforts pour créer un climat favorable aux prochaines négociations. De fait, c'est en dernier ressort, et après s'être opposé à plusieurs reprises, que le gouvernement américain a décidé de faire arraisonner les bateaux de pêche soviétiques coupables de violation des nouvelles limites de pêche. D'autre part, le gouvernement s'est efforcé, mais en vain, d'adopter un amendement adopté finalement par la Chambre privant les représentants américains des institutions financières internationales de refuser les prêts à des pays violant les droits de l'homme. D'une manière générale, on s'attend qu'une sourdine soit mise à la défense des droits de l'homme pendant cette phase de préparation des entretiens de Genève. Enfin, en commentant le refus du gouvernement américain d'envoyer une aide en matériel de combat au gouvernement de Kinshasa, le porte-parole de la Maison Blanche a bien précisé que la situation au Zaïre n'avait pas « le caractère d'un affrontement Est-Ouest ».

HENRI PIERRE.

SELON LE PRÉSIDENT DE L'AGENCE DE VIENNE

Plusieurs pays pourraient dénoncer le traité de non-prolifération nucléaire

Téhéran (A.F.P.). — Certains pays pourraient se retirer du traité de non-prolifération nucléaire, après l'intention manifestée par les États-Unis de limiter les exportations américaines de technologie nucléaire, estime le président de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), M. Sigvard Eklund.

Au cours d'un entretien avec la presse, en marge de la conférence transmise sur le transfert de technologie nucléaire, M. Eklund a souligné que toute tentative pour bloquer le transfert de technologie constituerait une violation de l'article 4 du traité, qui prévoit les droits pour les signataires (plus d'une centaine), « d'entreprendre des recherches, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans aucune discrimination ».

« Je crains que la décision américaine ne soit prise très au sérieux par certains pays, et que ceux-ci se retirent du traité signé en 1970 », a affirmé le président de l'A.I.E.A.

Un choix politique et économique

La déclaration du président de l'A.I.E.A. (dite Agence de Vienne) est importante. L'A.I.E.A. est, en effet, l'Agence de l'ONU chargée de faire respecter les règles du traité de non-prolifération par des inspections nucléaires pacifiques des pays qui l'ont signé.

La conférence sur « Les transferts de technologie nucléaire » réunie depuis le lundi 12 avril à Chiraz ne devait pas en principe traiter des problèmes de non-prolifération. La décision des États-Unis de ne plus procéder au retraitement des combustibles nucléaires (de fin de vie du 9 avril) et les pressions exercées par Washington pour empêcher l'installation dans le monde entier d'usines d'extraction du plutonium ont poussé de nombreux pays à réagir. Ce sujet défilait sans la centre des discussions organisées par l'Agence internationale de Vienne, sur l'énergie nucléaire et son cycle de combustible du 2 au 13 mai.

Trois solutions possibles

Le problème est le suivant : les éléments combustibles après irradiation contiennent un élément fissile qui n'existe pas avant l'irradiation : le plutonium. Trois solutions sont alors possibles. Soit stocker les éléments combustibles irradiés sans traitement. Soit extraire le plutonium et le recycler dans les réacteurs ordinaires à eau. Soit extraire le plutonium et l'utiliser comme combustible dans les surréacteurs.

Les États-Unis ont choisi la première solution. Ils estiment d'une part que l'extraction du plutonium est trop coûteuse et d'autre part qu'elle présente un

grave danger politique, car il est possible de fabriquer une bombe atomique avec le plutonium. Il convient donc, selon les Américains, de ne pas répandre la technologie d'extraction du plutonium.

D'autres pays, dont la France, pensent qu'il est indispensable d'extraire le plutonium, en particulier pour produire les éléments combustibles des réacteurs surrégénérateurs. D'autres, enfin, cherchent à acquiescer la technologie d'extraction du plutonium, officiellement pour des raisons économiques, mais en réalité pour pouvoir produire des bombes atomiques.

En empêchant l'extraction du plutonium dans le monde, les États-Unis jouent sur deux tableaux. Le premier est celui politique, de la non-prolifération. Le second est économique : les réacteurs surrégénérateurs qui utilisent le plutonium comme combustible sont touchés de plein front. Cela a beaucoup d'avantages pour les États-Unis : ils n'auraient pas à craindre le développement commercial de la technologie des surrégénérateurs qui, sur le plan économique, rendrait ainsi américaine la technologie des réacteurs (réacteurs à eau légère), ce qui permettrait aux États-Unis de continuer à vendre de l'uranium enrichi, dont ils sont le principal producteur mondial. — J.-L. L.

FRANCE AU ZAÏRE

reste des ALGER...

ABAT l'après-midi...

Le Doyen...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

En réponse à...

AFRIQUE PROCHE-ORIENT

FRANCE AU ZAIRE

RABAT : reste dans l'expectative.

(De notre correspondant.)
Rabat. La conférence de presse de M. Giscard d'Estaing qui répondait pleinement aux vœux de Rabat, a été transmise en direct par la télévision marocaine. L'accent a été particulièrement mis sur la phrase plusieurs fois répétée en arabe et en français : « Je ne veux pas que les États africains amis de la France, les amis de l'intérieur de leurs droits, lorsque leur sécurité est menacée, se sentent abandonnés ».

Les propos du président français ont cependant pas incité les partis politiques d'opposition à sortir de l'expectative où ils se sont placés depuis le début de l'intervention des forces françaises. Aucun n'a encore pris position publiquement. Le comité central de l'istiglal, qui s'est réuni au lendemain de la décision du roi Hassan II, a laissé, semble-t-il, au Conseil national du parti le soin de se prononcer ultérieurement. Et cela malgré la double qualité de M. Boucraa, secrétaire général de l'istiglal et ministre d'Etat. Il en est de même pour l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), dont le premier secrétaire, M. Bouab, est aussi ministre d'Etat. La presse de ces partis se borne à donner des informations sans les commenter. Le parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste) se montre plus réservé encore. Ses journaux, en arabe et en français, n'ont même pas mentionné le soutien militaire du Maroc au Zaïre. Cependant, il est vrai, ils avaient publié un article mettant en cause « le pouvoir personnel et absolu » du président Mobutu qui, « face à un problème interne sérieux », a voulu « déléguer l'idée d'une intervention étrangère ». Le silence observé depuis est dénoté.

LOUIS GRAVIER.

BRUXELLES : qu'il ou double.

(De notre correspondant.)
Bruxelles. Les autorités se félicitent généralement, en Belgique, de l'intervention franco-marocaine, où elles voient une chance d'éviter le « chaos au Zaïre », et le président Giscard d'Estaing sort victorieux de son « qu'il ou double ». Dans les milieux proches du gouvernement, estime même qu'en cas de succès, la France deviendrait l'« allié privilégié » du réservoir de matières premières qu'est le Zaïre, et y suppléerait la Belgique.

Crise politique en Belgique et la campagne électorale ont permis au gouvernement d'expliquer aux émissaires du général Mobutu qu'un cabinet qui expédie les affaires courantes ne peut s'engager dans une entreprise aussi délicate quand le Parlement est dissous. Les élections du 17 avril, et la période de consultations qui suivent, ont donc permis à la Belgique de gagner du temps, sans pour autant perdre la face à Kinshasa. — P. de V.

LA MISSION MILITAIRE A ÉTÉ RÉCOMPLÉMENTÉE

Sur ordre de mission du ministre de la défense, une quinzaine d'officiers et de sous-officiers de la 11^e Division parachutiste de Pau sont actuellement au Zaïre, où ils seraient arrivés récemment. Notre correspondant régional à Toulouse, Léo Palacios, nous précise que ces officiers et sous-officiers sont exclusivement affectés à l'entraînement du matériel livré par la France au Zaïre. Spécialistes pour la plupart du pilotage d'avions légers et d'hélicoptères de liaison, ils ont pour tâche de consacrer d'autre part à l'instruction des militaires zairais.

Au ministère de la défense à Paris, on précise que le Zaïre bénéficie depuis quatre ans de l'assistance militaire technique française, dont l'importance s'est développée en 1970 et surtout depuis 1973. Les effectifs de cette mission militaire d'assistance technique n'ont toutefois jamais dépassé une vingtaine de personnes, bien qu'un « renfort » ait été envoyé au Zaïre depuis trois à quatre mois, a-t-on dit de même source.

Au total, indépendamment de l'Algérie et du Maroc, une douzaine d'États africains et la République malgache disposent de missions militaires d'assistance technique qui reposent sur des « accords de défense » signés pour la plupart en 1960 et 1961, dans lesquels l'assistance militaire technique ne constitue que l'un des aspects de la contribution française. Les effectifs des bureaux d'aide militaire, appelés dans certains pays « mission militaire française » ou « mission d'aide militaire », varient de plusieurs dizaines à plus de trois cents officiers ou sous-officiers.

Ces personnels sont employés : soit comme conseillers des organismes de commandement et des directions de services, soit à l'encadrement des centres d'entraînement, soit en qualité de conseillers des chefs de corps ou commandants d'unité, notamment dans les formations dotées d'importants matériels techniques (génie, transmissions).

ALGER : un coup à la coopération arabo-africaine

(De notre correspondant.)
Alger. — L'« intervention française au Zaïre » est sévèrement jugée dans les milieux politiques algériens, tout comme celle du Maroc et l'appui du Soudan et de l'Égypte au régime du président Mobutu. Il n'y a eu jusqu'ici aucun commentaire officiel, mais la place consacrée par la presse à cette affaire, le contenu des articles et leurs titres sont suffisamment éloquentes. Les déclarations des partis de gauche et les commentaires de la presse française condamnant le « pont aérien Paris-Rabat-Kinshasa » sont intégralement ou abondamment cités. Et Moudjahid souligne en outre que « la France apparaît aux observateurs comme le pays occidental le plus engagé dans le conflit zairais ».

Dans les milieux politiques algériens, on rappelle que, lorsque la crise du Sahara occidental avait éclaté, l'Algérie avait mis en cause l'impartialité du gouvernement français et dénoncé l'« axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott-Kinshasa ».

« L'axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott-Kinshasa », a-t-il été dit, est le symbole de la coopération arabo-africaine. — P. B.

Un Boeing d'Air France et un DC-8 d'U.T.A. à la disposition du ministère de la défense

Le Syndicat national des pilotes de ligne (S.N.P.L.) proteste, dans un communiqué, « contre les pressions exercées sur ses adhérents pour leur faire effectuer des vols spéciaux entre le Maroc et le Zaïre en liaison avec les opérations de guerre qui s'y déroulent ». Le S.N.P.L. « ne peut cautionner l'appellation défense nationale donnée indûment à ces vols, la sécurité, l'intégrité du territoire et la vie de la population française n'étant pas menacées ». Il demande que l'« exécution de ces vols soit réservée exclusivement aux équipages qui seraient volontaires ».

En réponse à cette prise de position, M. Gilbert Pérol, directeur général d'Air France, a précisé qu'un Boeing-747 « tout cargo » — c'est-à-dire uniquement utilisé pour le transport de fret — a été mis à la disposition des forces armées aux termes d'une convention qui lie la compagnie nationale au ministère de la défense. Cette convention stipule, selon M. Pérol, que ce ministère peut lui affecter, en cas de besoin, des appareils civils « pour des opérations dont il est le seul juge ».

Syndicats C.G.T., exécution-maitrise et cadres d'Air France « s'élèvent contre une telle décision qui ne peut qu'aggraver la situation de la compagnie nationale en désorganisant son activité ».

Pour M. Antoine Vell, directeur général d'U.T.A., la mission confiée au DC-8 de cette compagnie, constitue un « vol commercial normal », effectué pour un « client » qui est, en l'occurrence, le ministère de la défense.

LA VISITE EN FRANCE DU CHEF DE L'ÉTAT RWANDAIS

M. Ndayirimana évoquera avec M. Giscard d'Estaing la situation en Afrique et la coopération bilatérale

Au cours de la visite officielle du chef de l'Etat rwandais, M. Ndayirimana et Giscard d'Estaing évoqueront notamment la situation générale en Afrique et les relations bilatérales entre les deux pays.

DES ÉCHANGES COMMERCIAUX FAIBLES MAIS UNE COOPÉRATION EN EXPANSION

Depuis la visite officielle, en octobre 1962, du général de Gaulle au Rwanda, ce pays est lié à la France par un accord de coopération et d'amitié. Mais c'est surtout de 1970 que date le développement des relations et des échanges. En 1976 l'aide française s'est élevée globalement à 38 millions de francs. Quatre-vingt-trois Français travaillent au Rwanda au titre de l'assistance technique. Soixante-six d'entre eux sont des enseignants. Ils exercent à la famille des lettres de Butare, au lycée de Kigali et contribuent à l'encadrement du Centre de formation pédagogique et du collège agricole. L'agriculture se développe également dans le secteur de la santé.

UN PETIT PAYS FRANCOPHONE SURPEULÉ ET PAUVRE

En 1977, la France apporte une participation importante à plusieurs projets : développement intégré du Sud-Est, culture du soja, amélioration de l'élevage laitier. Elle installe aussi des équipements aéronautiques et met en place, en collaboration avec la République fédérale d'Allemagne, une radio scolaire. Les autorités rwandaises souhaitent aussi la coopération intensifier et s'étendre à de nouveaux secteurs tels les petites industries, l'artisanat et le tourisme.

Les échanges commerciaux entre les deux pays se situent actuellement à un niveau modeste. Le Rwanda ne vend que 3 % de ses exportations à la France. Il ne lui achète que 6 % de ses importations. Cela place Paris loin derrière Washington, premier client (50 %) et Bruxelles, premier fournisseur (13 %). La France a notamment fourni au Rwanda des équipements militaires, dont des véhicules blindés.

Zambie

DES ÉLECTEURS DU NORD DE LA ZAMBIE ont choisi un député de souche européenne pour les représenter au Parlement. M. Arthur Piers sera le seul Blanc à l'Assemblée nationale, où siègent cent vingt-cinq députés. Il a remporté, lors d'une élection partielle, plus de 80 % des voix ; ses deux adversaires africains sont sortis furieux du bureau de vote sans attendre la fin du dépouillement, rapporte le Daily Mail de Zambie. (Reuter.)

Ethiopie

Le chef de l'État accuse l'armée soudanaise de préparer une « invasion » des provinces du Nord

Addis-Abeba. — Dans une allocution radio-télévisée, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a accusé mardi 12 avril le Soudan de se livrer à une « agression armée » contre les provinces du nord de l'Éthiopie (Érythrée, Begemder), où la situation, a-t-il reconnu, est « grave ». Dénonçant les activités de l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E.), opposition de droite) et des Fronts de libération de l'Érythrée soutenus par Khartoum, il a reconnu pour la première fois la chute des villes de Tessenet et de Metema, tombées aux mains de l'un ou l'autre de ces mouvements. Il a également déclaré que « l'agression » de l'U.D.E. et du F.L.E. poursuivait contre les villes de Stit et d'Humera dans le Begemder et d'Adama dans le Kharoum et d'Abdalla en Érythrée.

A ce sujet, le lieutenant-colonel Mengistu accuse le Soudan « non seulement de fournir des armes mais également de soutenir l'aspect de l'artillerie et des chars (U.D.E.) ». Le « dirigeant réactionnaire » du Soudan, Nemeiry, « a-t-il poursuivi, viole ouvertement la souveraineté et l'unité éthiopienne ». Nemeiry est un instrument dans les mains de la classe dirigeante et de l'impérialisme, entraîné dans ses actes d'agression par le récent pacte signé avec l'Égypte. Le chef de l'Etat éthiopien a invité la population à une mobilisation nationale pour repousser l'invasion et à un sacrifice extrêmement nécessaire et historique.

Dans un aide-mémoire remis la veille à M. William Eteki Mbomun, secrétaire général de l'O.U.A. (dont le siège est à Addis-Abeba), le ministre éthiopien des Affaires étrangères, M. Fekile Gedle Giorgis, assurait déjà que l'armée soudanaise et ses troupes d'invasion « se trouvaient directement impliquées » en divers points situés dans l'Érythrée, le territoire éthiopien.

Dans un message cité le 12 avril par l'agence de presse soviétique, le président Agostinho Neto, chef de l'Etat angolais, assure l'Éthiopie de son soutien, ajoutant : « Toutes les forces

Israël

VINGT-TROIS GROUPES CONCURRENTS PRÉSENTENT DES LISTES AUX ÉLECTIONS DU 17 MAI

Jérusalem. — A la clôture, mardi 12 avril à 23 heures, des inscriptions de listes de candidats aux élections générales du 17 mai, on ne comptait pas moins de vingt-trois groupes de concurrents. Des « options » de participation avaient été prises en nombre bien plus élevé que pour la plupart, n'ont pas été confirmées.

Rappelons que le système électoral israélien est le scrutin de liste à la proportionnelle intégrale à l'échelon national. Les pays forment, dans son ensemble (dans les limites des frontières du 4 juin 1967, plus la partie est de Jérusalem, qui a été annexée), une seule circonscription. Le panachage n'est pas possible, puisque l'électeur vote en glissant dans l'urne un bulletin portant les lettres de l'alphabet qui identifient chacune des listes concurrentes. Théoriquement, chaque groupe de candidats présente une liste de cent vingt noms, qui correspondent au nombre de sièges à la Knesset, mais chacun, en fonction de sa force réelle ou supposée, se contente de considérer comme « viable » un nombre plus restreint de places dans la hiérarchie numérique.

Les listes de candidats sont fournies par un seul parti, par des groupes de partis comme le Front ouvrier et le Likoud, par des rassemblements de toutes sortes comme par exemple, Nouvelle Génération, Liberté, Les rescapés de l'holocauste, etc. Il y a aussi, bien entendu, les fantaisistes, en groupe ou individuellement. Dans cette dernière catégorie figure, mardi, le rabbin Itzhak Ashkenazi, dont le programme ne visait qu'une seule chose : la restauration, dans le Grand Israël, du royaume de David, dont il était le descendant. Le dernier maillon de la dynastie. La candidature du rabbin n'a pas été retenue, parce qu'il n'a pu verser la caution de 40 000 livres (50 000 ?) exigée par la loi. M. Samuel Flatow-Sharon, qui est sous le coup d'une demande d'extradition de la justice française, n'a eu, pour sa part, aucune difficulté à faire admettre sa liste, qui se comporte qu'un seul nom, le sien.

Quant à l'ensemble des groupes politiques, on ne note que de faibles modifications dans la physionomie générale des forces en présence.

Le Front ouvrier (Maarakah) reste ce qu'il est, n'ayant enregistré la défection ni du Mapam, ni de M. Moshe Dayan, et n'ayant fourni comme le Likoud, lui aussi sans changement, qu'un contingent de cadres au Daab, le nouveau parti de M. Ygaël Yadin.

A l'extrême gauche, le Mokad (communistes socialistes), s'unifiait au parti de M. Arie Eliaz pour former le groupe « Chai », où l'on retrouve les personnalités composant le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine. — A. E.

Egypte

297 PERSONNES SERONT JUGÉES A LA SUITE DES ÉMEUTES DE JANVIER

Le Caire (A.F.P.). — Trois cent quarante personnes ont été appréhendées à la suite des émeutes des 18 et 19 janvier dernier à Alexandrie, a-t-on annoncé officiellement, mardi 12 avril, au Caire. Deux cent quatre-vingt-dix-sept d'entre elles seront traduits en justice et risquent la peine de mort ou les travaux forcés à perpétuité, précise-t-on de même source, les quarante-trois autres ayant été remises en liberté.

Selon l'acte d'accusation, publié mardi dans la capitale égyptienne, les deux cent quatre-vingt-dix-sept personnes arrêtées sont accusées d'avoir commis des actes de vandalisme et d'endommagement des édifices publics et privés, d'avoir organisé des manifestations et attaqué les forces de l'ordre avec des pierres, blessant deux cent dix-neuf policiers.

Les mineurs seront jugés par les tribunaux correctionnels, tandis que les autres accusés seront traduits devant le tribunal supérieur de la sécurité de l'Etat.

Portrait

Un partisan de la coopération avec l'Occident

Détenu du pouvoir depuis le 25 janvier 1973, le général Juvénal Habyarimana affirme ne s'être résolu à écarter de la scène politique le président Grégoire Kayibanda — décédé depuis lors — qu'après avoir acquis la conviction que certains familiers de ce dernier préparaient sa propre éviction.

Après « sept ans », le général « Depuis dix ans déjà le commandement s'est renoué. Si j'avais été réellement ambassadeur, pourquoi aurais-je si longtemps tardé à m'emparer du pouvoir ? »

Bien que de race Hutu, le président Habyarimana est de haute taille, et sa stature correspond moins à celle de ses frères de race qu'à celle des Tutsis, gestionnaires du pouvoir monarchique jusqu'à la fin de l'époque coloniale belge. Soucieux de conserver une forme de pouvoir qu'il entendait par la pratique régulière du judo et de l'escrime, il s'est longtemps entraîné au volleyball avec ses collègues de la première promotion de l'école d'officiers de Kigali.

Comme l'ancien président Kayibanda, le général Habyarimana a, jusqu'à présent, gardé un strict contact avec le petit paysan des collines rwandaises. Délaissant l'urbanisme, qu'il ne revêt guère que pour quelques circonstances très officielles, c'est le plus souvent dans un sobre costume de toile qu'il apparaît en public. En dépit de l'abondance de ses titres, de la multiplicité de ses fonctions, de son sens et de son goût du commandement, le général Habyarimana n'a que peu de points communs avec la plupart de ses pairs d'Afrique noire, les maréchaux Bokassa, de Centrafrique, ou Amin Dada, d'Ouganda, ou le général Mobutu, du Zaïre. Cependant, comme le « guide » zairais, il arbore souvent une coupe de cheveux soignée, et s'entour d'une autorité apparentement exercée sans aucun partage.

Né en mars 1927 dans une famille aristocratique de Rumbura, dans la préfecture de Gisenyi (nord-ouest du Rwanda),

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

ASIE

Laos

VIENTIANE ACCUSE LA THAILANDE D'INGÉRENCE DANS SES AFFAIRES INTÉRIEURES

Le Laos a rejeté, mardi 12 avril, sur la Thaïlande la responsabilité de l'occupation par des rebelles anticomunistes de deux îlots situés sur le Mékong, à proximité de Vientiane. Ces positions avaient été reprises lundi par les forces du Pathet-Lao (Le Monde du 13 avril).

Mardi, à Vientiane, des représentants des ministères laotiens de l'Information et des Affaires étrangères ont affirmé, dans une conférence de presse, avoir la preuve d'une ingérence thaïlandaise dans les affaires du Laos. Ils ont présenté aux journalistes deux jeunes gens faits prisonniers au cours des combats de lundi. Tous deux ont affirmé avoir été entraînés à des actions de sabotage dans des camps de réfugiés laotiens au Thaïlande et avoir reçu une aide des militaires de Bangkok pour leurs opérations. Les porte-parole laotiens ont demandé l'extradition au Laos des rebelles qui ont participé à l'attaque contre les deux îlots.

Avant même cette conférence de presse, la Thaïlande qui abrite depuis la fin de 1975 plusieurs dizaines de milliers de réfugiés laotiens dans des camps proches de la frontière, avait rejeté toute forme de responsabilité dans les récents affrontements. Selon Bangkok, après avoir été contraints d'abandonner les îlots sur le Mékong, où ils avaient pris position, les rebelles anticomunistes ont fui en direction de la rive laotienne, et non pas en Thaïlande. — (A.P. Reuters.)

Pakistan

M. Bhutto pourrait accepter que de nouvelles élections aient lieu

Islamabad (A.F.P.). — Le gouvernement pakistanais semble prêt à faire de larges concessions à l'opposition pour résoudre la crise que traverse le pays. Selon un journal de Karachi, le *Djangu Karachi*, le gouvernement s'apprête à annoncer la tenue de nouvelles élections régionales. L'opposition a refusé de participer au dernier scrutin pour le renouvellement des Parlements provinciaux en signe de protestation contre le « truquage » des élections générales du 7 mars. Si l'opposition gagnait ces élections régionales, de nouvelles élections législatives pourraient être organisées, soit dans tout le pays, soit dans certaines circonscriptions.

Ce plan a été dévoilé sous forme de « suggestions » par un membre du gouvernement, l'actuel ministre de l'Intérieur, M. Yahya Bakhtiar, dans un discours prononcé lundi. Il semble peu probable que M. Bakhtiar ait pu former de telles propositions sans l'assentiment, au moins tacite, du premier ministre, M. Bhutto.

L'Alliance nationale pakistanaise (P.N.A.) a jusqu'à présent présenté deux exigences : de nouvelles élections à l'Assemblée nationale et la démission du premier ministre. Une partie des neuf partis d'opposition qui forment l'Alliance nationale et la démission du premier ministre. Une partie des neuf partis d'opposition qui forment l'Alliance nationale et la démission du premier ministre.

Chine

LES TÉMOIGNAGES SUR LES EXÉCUTIONS EN PROVINCE SE MULTIPLIENT

Pékin (A.F.P.). — Cinq personnes viennent d'être condamnées à mort pour crimes de droit commun à Canton, ont rapporté des voyageurs étrangers mardi 12 avril à Pékin. Selon des affiches officielles apposées dans des murs de la ville, les condamnations ont été prononcées le 3 avril dernier. Ce même jour, des témoins ont vu cinq prisonniers être conduits à mort, semble-t-il, exposés dans la ville, ainsi que sur un chantier d'usine pétrochimique en cours de construction par une firme française, à une vingtaine de kilomètres de Canton.

Selon les témoins, les cinq prisonniers, penchés au cou portant leur nom barré d'une grande croix rouge, étaient dans un camion, étroitement ligotés et gardés par une douzaine de policiers armés de fusils-mitrailleurs. Chaque camion était escorté par des *miliciens*, et un autre véhicule chargé de policiers et miliciens en armes.

D'autres affiches officielles ont annoncé la condamnation de trente personnes à des peines d'emprisonnement, dont trois pour espionnage, et les autres pour des crimes divers, tels que vols, corruption, spéculation et falsification de documents.

Depuis le mois de mars, les témoignages se multiplient sur les exécutions. Des avis officiels us par des voyageurs ont récemment annoncé celles de trois personnes pour espionnage, toujours à Canton. Au total, une cinquantaine d'exécutions ou condamnations à mort ont été signalées à Wuhan (Hupei), Hangzhou (Chekiang), Changsha (Hunan) et Shenyang (Mandchou).

M. CARTER A FAIT REMETTRE UN MESSAGE AUX DIRIGEANTS PAR SON FILS EN VISITE À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Un message du président des États-Unis soulignant que les relations sino-américaines continuent à s'améliorer a été remis mardi 12 avril au vice-premier ministre chinois, M. Li Hsien-nien, par le propre fils du président, M. Chip Carter, au cours d'une entrevue de deux heures entre une délégation américaine et le vice-premier ministre.

Les deux parlementaires qui dirigent cette délégation, M. John Brademas, représentant démocrate de l'Indiana, et Richard Schweiker, sénateur républicain de Pennsylvanie, ont refusé de révéler le contenu de leurs entretiens, mais ils ont souligné que la participation de M. Chip Carter à la délégation est le signe de la haute importance que le nouveau président des États-Unis attache aux relations sino-américaines.

Dans la seule zone des villages de Plette et de Beauchamp, le nombre des victimes recensées s'élève à trente-six. La plupart des hommes sont partis à la recherche d'un travail hypothétique dans les zones rurales moins dévastées. Des femmes, des enfants, des vieillards restés sur place subsistent dans des conditions de misère. Les enfants sont les premiers atteints par la maladie du « Grand Goût » (l'expression croile pour exprimer la faim) : maigres, décharnés, ossements gonflés, cheveux virent au rouge, sont les symptômes de l'antichambre de la mort. Certains meurent, d'autres sont atteints de léthargie, ne peuvent plus se déplacer que dans la position assise.

Les premières distributions de vivres de la CARE (organisation humanitaire américaine) ont commencé le 17 mars sur l'ordre du président de la République, soit un mois après que les autorités religieuses dynamiques de cette zone eurent averti la Croix-Rouge et le

EUROPE

Espagne

Après la légalisation du parti communiste

L'offre de démission du ministre de la marine illustre le mécontentement d'une partie de l'armée

Le ministre de l'air pourrait également démissionner

De notre correspondant

Madrid. — L'amiral Gabriel Pita de Veiga, ministre de la marine, a présenté, le 11 avril, sa démission en signe de protestation contre la légalisation du parti communiste espagnol (P.C.E.). Cette information, publiée le mardi 12 avril par le quotidien *El País*, a été confirmée par l'agence espagnole Europa Press, citant des « milieux militaires ». M. Pita de Veiga, n'avait cependant pas été confirmé officiellement ce mercredi matin. Selon *El País*, la même décision avait été prise par le ministre de l'air, le lieutenant-général Ibarra. Mais ce dernier a démenti.

Le 12 avril dans la soirée, des milliers de *Fuerzas Nuevas* (extrême droite), des anciens combattants, et des membres de l'Alliance populaire (néo-franquiste) de M. Fraga Iribarne ont parcouru en cortège les principales artères de la capitale. Les manifestants, une centaine de personnes au total, arboraient le drapeau national en signe de protestation contre la légalisation du P.C.E. Après l'intervention des forces de l'ordre, les manifestants ont pris la route du Paro, l'ancienne résidence du général Franco, située à dix-huit kilomètres de Madrid. Là, ils ont entonné des hymnes de la guerre civile et brandi le nom de l'ancien Caudillo.

Le lieutenant-général Gutiérrez Mellado, vice-président du gouvernement, interrompant un voyage qu'il effectuait aux *Des Canaries*, est rentré le 12 avril à Madrid. On estime, dans la capitale espagnole, que cet officier souhaitait convaincre l'amiral Pita de Veiga de renoncer à démissionner. De source officielle, on indique que celui-ci aurait néanmoins décidé de maintenir sa position. Le président du gouvernement lui aurait accordé jusqu'à ce mercredi 13 avril à midi pour revenir sur sa décision. Passé ce délai, M. Pita de Veiga accepterait la démission.

Le conseil supérieur de l'armée de terre s'est d'autre part réuni à Madrid le 12 avril. Il s'agit d'une réunion de routine, mais de nombreux observateurs estiment que les tensions provoquées au sein de l'armée par la décision de légaliser le P.C.E. ont été certainement évoquées.

La démission de l'amiral Pita de Veiga, si elle se concrétise, ne devrait pas poser de graves problèmes militaires. Il y a quelques mois, le lieutenant-général Ibarra, second vice-président du gouvernement, démissionna, parce qu'il était en désaccord avec le projet de loi sur la légalisation des centrales syndicales adressé par le gouvernement aux Cortes. Sa démission a été accueillie avec une relative indifférence dans une institution qui semble, dans sa majorité, décidée à demeurer neutre face à l'évolution démocratique de l'Espagne. — J.-A. N.

(1) Connu pour ses positions conservatrices, l'amiral Pita de Veiga était ministre de la marine depuis 1970. Il avait d'abord occupé ce poste dans le cabinet de l'amiral Carrero Blanco, puis dans les cabinets de M. Adolfo Suárez et Adolfo Suárez. Administrateur du général Franco, il avait servi à ses côtés pendant la guerre civile. Il est en outre, natif de la même ville que le Caudillo, El Ferrol, en Galice.

MESURES DE PROTECTION RENFORCÉES POUR M. CARRILLO RENTRE À MADRID

Madrid (A.F.P. Reuters). — M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, a d'abord rejoint Madrid le 11 avril, venant de Paris, où il avait rendu visite à l'un de ses frères malade. Une voiture de police est venue le chercher à la descente d'avion et l'a emmené en ville sans que le dirigeant communiste ait à subir les manières usuelles de demande et d'interrogatoire. Le gouvernement entendait ainsi éviter toute manifestation de nature à troubler l'ordre à l'aéroport, dit-on de source communiste. Des dizaines de milliers de P.C.E., légalisés l'année dernière par le gouvernement, s'étaient massés à l'aéroport en brandissant des banderoles rouges. Les responsables du parti leur ont demandé de rentrer chez eux.

Le secrétaire général du parti communiste n'a pas passé la nuit chez lui, du crabe, tout en étant surveillé. Les mesures de protection le concernant ont été sensiblement renforcées : une escorte spéciale de policiers a été adjointe au groupe permanent de gardes du corps du parti communiste.

Les dirigeants du parti communiste espagnol ont décidé d'annuler un meeting champêtre qu'ils avaient annoncé pour le 17 avril, près de Madrid. Le motif officiel de cette annulation est le manque de temps pour organiser une meeting aussi important, qui aurait constitué la présentation officielle du P.C.E. Aucune nouvelle date n'a encore été fixée.

On apprend d'autre part à Madrid qu'un dirigeant du parti est à Moscou pour faciliter l'envoi d'un passeport à Mme Dolores Ibarruri, la « Pasionaria ». Agée de quatre-vingt-trois ans, qui voudrait rentrer le plus tôt possible en Espagne. Elle a présenté le 11 avril une nouvelle demande de passeport à l'ambassade d'Espagne à Moscou.

On précise, d'autre part, au siège du P.C.E., que Mme Dolores Ibarruri, la présidente du parti communiste, ne pourrait signer la capitale espagnole qu'au début de la semaine prochaine, sans doute avec le vol Aéroflot Moscou-Madrid.

AMÉRIQUES

Haïti

La famine a fait plusieurs dizaines de victimes

Une famine provoquée par une sécheresse persistante a entraîné la mort d'au moins soixante-dix personnes, pour la plupart des enfants en bas âge, apprend-on, le 12 avril à Port-au-Prince, de sources autorisées. Le gouvernement a fait appel à des organisations humanitaires internationales pour qu'elles l'aident à secourir les sinistrés. C'est la première fois qu'une telle famine sévit à Haïti, bien que la malnutrition y soit endémique. — (Reuters.)

CORRESPONDANCE

Un « triangle de la mort »

Un lecteur, qui demande à garder l'anonymat, nous adresse un témoignage sur cette famine qui touche la région nord-ouest d'Haïti.

Le département du nord-ouest est actuellement touché par une sécheresse terrible, dont les conséquences sont très graves. De la rive ouest de la vallée des Trois-Rivières au mois de septembre, il y a eu une pluie de dix centimètres. Les habitants, qui ont vu la force de quitter leurs terres pour venir se réfugier à Port-au-Prince, ont vu leurs terres se transformer en une véritable armée de mendicants en quête d'un peu de nourriture. Tous les matins, des milliers de personnes se rassemblent à l'entrée de Port-au-Prince, attendant d'être nourries par les autorités hospitalières, déjà en proie à des problèmes budgétaires insolubles pour nourrir leurs propres malades, sont désemparés et font face avec une charité exemplaire à une situation qui risque inévitablement d'empirer dans les semaines à venir.

Dans la seule zone des villages de Plette et de Beauchamp, le nombre des victimes recensées s'élève à trente-six. La plupart des hommes sont partis à la recherche d'un travail hypothétique dans les zones rurales moins dévastées. Des femmes, des enfants, des vieillards restés sur place subsistent dans des conditions de misère. Les enfants sont les premiers atteints par la maladie du « Grand Goût » (l'expression croile pour exprimer la faim) : maigres, décharnés, ossements gonflés, cheveux virent au rouge, sont les symptômes de l'antichambre de la mort. Certains meurent, d'autres sont atteints de léthargie, ne peuvent plus se déplacer que dans la position assise.

Les premières distributions de vivres de la CARE (organisation humanitaire américaine) ont commencé le 17 mars sur l'ordre du président de la République, soit un mois après que les autorités religieuses dynamiques de cette zone eurent averti la Croix-Rouge et le

Argentine

UNE PÉTITION CONCERNANT 425 « DISPARUS » EST ADRESSÉE À LA COUR SUPRÊME

Buenos-Aires (A.P. Reuters). — La Cour suprême d'Argentine a reçu une pétition lui demandant d'ordonner des recherches pour tenter de retrouver quatre cent vingt-cinq personnes disparues ces dernières années, apprend-on de sources judiciaires. La requête — la première de ce genre depuis le coup d'État militaire du 24 mars 1976 — a été formée par les parents de douze disparus et par huit avocats, qui y ont ajouté les noms de quatre cent trente autres personnes. Parmi elles figurent des journalistes, des avocats, des dirigeants syndicaux, des étudiants, des sociologues, des artistes et des intellectuels.

Une partie de cette liste a été publiée par le quotidien *La Opinión*, dont un des journalistes, M. Ezequiel Sáenz — ancien attaché de presse de l'ex-président Alejandro Lanusse — a disparu depuis onze jours.

Selon la pétition, des demandes antérieurement adressées à des instances judiciaires de niveau inférieur ont été infructueuses.

Dans la totalité des cas, ministères et forces de sécurité ont répondu simplement que les personnes manquantes n'étaient pas détenues par les autorités.

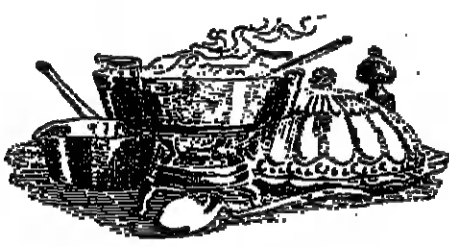
Dans nombre de cas analogues, précises la pétition, des corps de personnes disparues ont été retrouvés se réclamant de la police ou ont été retrouvés livrés à des tribunaux de l'État.

En tête de la liste des pétitionnaires figure Mme Oscar Smith, épouse du secrétaire général du Syndicat des électriciens, enlevé il y a deux mois.

Brésil

LES QUATRE PERSONNALITÉS « DISPARUES » depuis une semaine à Buenos-Aires (Le Monde du 8 avril) ont été libérées dans la capitale argentine. M. Ducloux, M. Azaren, Roberto et Kreyen, membres de la Ligue des droits de l'homme et du Conseil de la paix, ont déclaré avoir été détenus dans un lieu inconnu, puis transportés dans un local dépendant de la police, où leur identité a été révélée. Ils ont finalement été libérés. — (A.F.P.)

Tête à Tête au Grand Venise "Le Foie de Veau à la Vénitienne"



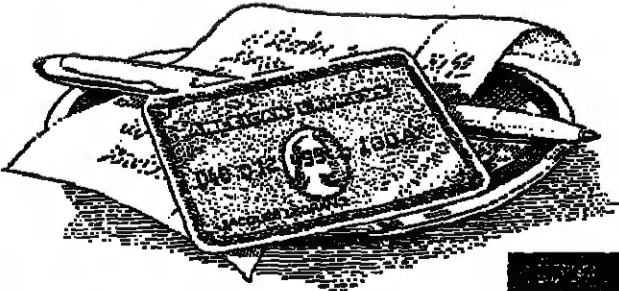
Le Grand Venise
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.
171, rue de la Convention - Paris 15^e.
Tél. 532.49.71. Fermé Dimanche et Lundi.

Dégustation au Moniage Guillaume "Toute la Fraîcheur de la Mer"



Le Moniage Guillaume
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.
88, rue de la Tombe Isidore - Paris 14^e.
Tél. 331.79.10. Fermé le Dimanche.

La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

Le Monde de l'éducation

Numéro d'avril

LES LANGUES VIVANTES

LES SÉJOURS LINGUISTIQUES

Mensuel. Le numéro : 5 F.

MÉDECINE

L'ACCÈS AUX ÉCOLES D'INFIRMIÈRES

Faits et jugements

tendu à la prison de Châlons-sur-Marne où il est écroué. Employé comme commis ■■■■■ des étrangers dans un commissariat de canton de Reims, M. Bourgoin a ■■■■■ indûment délivré des pièces officielles. Il ■■■■■ à plusieurs reprises des récépissés provisoires pour séjour à des étrangers qui ne remplissaient pas les conditions pour avoir droit à la carte de résident.

Le pilori oublié

offenser Dieu ni le roi.
 ... homme ... sur
 ... du lait mouillé sera m...
 ... entonnoir dedans la gorge e...
 ledit lait mouillé sera entonné...
 jusqu'à temps qu'un médecin ou
 un barbier dise qu'il n'en peut,
 sans danger, avaler davantage.

AUTOMOBILISME

L'AMERIQUE

L'AMERIQUE EN VENTE A VOTRE PRIX

AMERIPASS®
DE 15 JOURS
165 \$ (US)

AMERIPASS®
DE 21 JOURS
199 \$ (US)

AMERIPASS®
DE 2 MOIS
325 \$ (US)

AMERIPASS®
D'UN MOIS
225 \$ (US)

Toute la magie de l'Amérique attend.
Et maintenant vous pouvez voir et apprécier tout ce que
vous voulez. A n'importe quel prix.

Nos quatre "Ameripass" incroyablement économiques
vous mettent en contact avec l'Amérique, au plus près.
Chacun vous permet de voyager librement aux Etats-
Unis et au Canada. Plus de 160 000 kilomètres des lignes
Greyhound vous permet de

Et le mieux, c'est encore de voyager sans contrainte dans le confort des grands avions Greyhound.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou nous-mêmes au "l'Ameripass" au prix économique qui vous tente le plus.

Et saluez une bonne 
Greyhound

19, RUE DAUNOU, 75002 PARIS - TEL. : 261-52-01

FAITS DIVERS

1

Le 2
A PROPOS DE «L'HU
-1- **quoi non**

[illegible]

MICHEL SEUPHOR A BE
VARIATIONS SUR UNE LIC

[illegible]

هكذا من الأصل

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

A PROPOS DE « L'HISTOIRE DE TOBIE ET DE SARA »

A quoi nous sert Claudel ?

LE THÉÂTRE Paris-Nord, qui, jusqu'à ce jour, n'a pas d'exploit à son actif, n'a pas manqué de le faire. C'est ainsi qu'il a présenté, en 1974, une œuvre de Claudel, « L'histoire de Tobie et de Sara », qui a été accueillie avec un grand succès. Cette œuvre, qui est une adaptation de la Bible, est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain.

qui est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain.

voir quels emplois Claudel lui a donnés. Comment il montre le monde de la Bible, et comment il montre le monde de la Bible. Comment il montre le monde de la Bible, et comment il montre le monde de la Bible. Comment il montre le monde de la Bible, et comment il montre le monde de la Bible.

Le vieil aveugle et la jeune fille

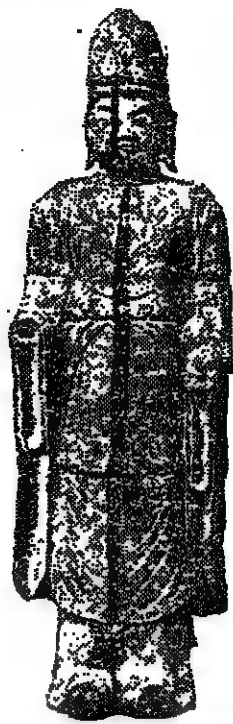
ici, nous semble-t-il, être une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain.

La reprise de l'œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain. Elle est une œuvre de Claudel, qui est un grand écrivain.

MICHEL COURNOT.

Au Petit Palais

L'austère beauté d'un sanctuaire japonais



ACT, recueillement, sobriété et grandeur ont heureusement réuni, au Petit Palais, pour la première fois, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise.

Paradoxalement, le portrait sculpté de la déesse n'est pas en bois, mais en laque émeraude. Il est surmonté d'une tête de dragon, et il est surmonté d'une tête de dragon. Il est surmonté d'une tête de dragon, et il est surmonté d'une tête de dragon.

Mais, devant Ganjin, on constate une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité, une austérité.

On a souhaité, avec beaucoup d'attention, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise.

Et nous avons le plaisir de vous présenter, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise, une œuvre d'art japonaise.

PAULE-MARIE GRAND.

* Jusqu'au 23 mai.

MICHEL SEUPHOR A BEAUBOURG

VARIATIONS SUR UNE LIGNE DROITE

Michel Seuphor (anagramme d'Orpheus) — pseudonyme pris par le peintre et sculpteur, né en 1901 à Anvers, en Belgique. Il est un grand écrivain, un grand écrivain, un grand écrivain, un grand écrivain, un grand écrivain.

réalisé de grandes gouaches géométriques, mais trop proches de la ligne droite. Elles sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. Elles sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

trouve moyen d'expression plastique, l'inséparable de la ligne droite. Elles sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. Elles sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

triques — carré, cercle, triangle — sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. Elles sont une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

« CHER Seuphor, que deviendras-tu, imprimeur, poète, plaidier, éditeur, auteur... etc. etc. etc. » Dans la vie d'un homme, il y a des moments où l'on se demande ce qu'il va devenir. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

Une vingtaine d'années marquées par une longue période de silence. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

Variables de l'infini, les formes négatives peuvent être géométriques. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

GENEVIEVE BREERETTE. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain. C'est une œuvre de Michel Seuphor, qui est un grand écrivain.

Fontana

peintures, bronzes, céramiques, dessins, gravures, bijoux.

7 avril - 7 mai 77

« Comme peintre, travaillant sur une œuvre, je ne peux pas une peinture : je veux ouvrir l'espace, créer une nouvelle dimension de l'art, un rapport avec le cosmos comme il s'étend à l'infini au-delà de la surface limitée du tableau. »

Fontana, 1965.

ARTCURIAL

centre d'art plastique contemporain

9 avenue Matignon Paris 8 du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h

AUTOMOBILISME

sur les économies d'énergie prend un symbole présente la compétition

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

Le communiqué du secrétariat d'Etat à l'Industrie, daté du 12 avril, concernant les mesures prises pour réduire la consommation d'énergie dans le secteur automobile, est un document important. Il est un document important, un document important, un document important.

CINÉMA ET HISTOIRE A VALENCE

Ouverture sur les années 50

CINÉMA et histoire est une manifestation née à Valence en 1970 d'un pari fait par Françoise Calzavara, animatrice du Centre culturel de la ville, et Jacques Grand, critique parisien, avec le ciné-club Michel (qui appartient à la Fédération française des ciné-clubs), une semaine de stage et de débats sur les rapports de l'histoire passée et contemporaine, avec les cinématographes, sur la façon dont le cinéma voit l'histoire, interprète et interprète sur elle, selon les idéologies. Encouragé par le conseil général de la Drôme et la municipalité, matériellement soutenu par la Fédération des œuvres laïques de la Drôme (dont la cinémathèque a été primordiale), cette manifestation culturelle a pris un tour annuel d'un petit festival de cinéma historique auquel il est intéressant de se rendre en observateur, en spectateur.

Il y a là tout un bouillonnement d'idées qui fait de l'air du temps, et des films qu'on n'a pas eu l'occasion de voir ou de revoir. De la maison des jeunes et de la culture, hors centre ville, Cinéma et Histoire a émigré cette année au cinéma « Le Paris », situé sur un des boulevards centraux, et bien que la population valentinoise ait vu beaucoup plus nombreux se joindre aux « stagiaires » — certains habitants sont, maintenant, des habitués — qui se retrouvaient à Valence, attirés par la curiosité et par le goût de la découverte.

Un peu gris un peu étrange

Cette année, le vent de l'histoire venait de souffler sur Valence. Une manifestation de la gauche a triomphé aux élections municipales et le nouveau maire, socialiste, M. Rodolphe Pesce, a pu dire, au cours d'une réception officielle, l'importance qu'il attache, pour le présent et pour l'avenir, à cette réconciliation culturelle dont on sentait qu'elle se développait. Cette année, Cinéma et Histoire avait choisi son sujet : l'époque 1950, proposée comme réflexion et recherche sur les années 50.

C'était prendre, il faut bien dire, une position d'avant-garde. Les années 50 et 60 ont été, depuis quelque temps, fort explorées et l'on sait que ce retour sur le passé a engendré la « crise dite rétro ». Le tour est venu des années 50 : on le sent à des années comme la popularité de films qui passent à la télévision, et puis, les années 50, c'est l'Amérique de ce qui a eu lieu avant, une période verte et trouble, une époque qui a besoin d'être élucidée, le recul d'aujourd'hui sur l'année.

Valence a donc donné le coup d'envoi d'une façon significative, en affirmant non des films à sujets historiques, mais des films — français et étrangers — réalisés au cours de l'époque 50, et s'exprimant, surtout, un malaise, une crise de civilisation.

Etant donné le phénomène cinématographique du « néo-réalisme » italien, d'ailleurs en perte de vitesse après les réalisations d'après-guerre, les organisateurs ont allié à ces questions, les éléments du cinéma d'un cinéma plutôt commercial et par le même révélateur. En France, surtout, ou, à part le film de Louis Daquin (présenté par le réalisateur, ce film plus ou moins occulté a été redécouvert avec enthousiasme), la réalité sociale s'est trouvée escamotée au profit d'adaptations littéraires (le Mirail du port, de Marcel Carné, d'après Simone de Beauvoir), la psychologie des problèmes individuels, L'Amour d'une femme de Jean Grémillon, ou, encore, la réhabilitation, représente une invitation à parler de la libération française face à des films de genre comme *Le temps des amours* (Becker) et *Le temps des cerises* (Duvivier) tandis que *Avant le déluge* (Cayatte) et *Le Mirail du port* (Yves Allégret) se situent d'intégrer certains films du contemporain (la peur de la guerre, le travail ou un barrage) à des histoires américaines. Bresson, lui, vivait son propre devenir historique en changeant le langage du cinéma avec *Pickpocket* et Guityr livrait les signes de la morale de l'amerturne, le cynisme de l'humour noir et son étonnante *Vie d'un honnête homme*. Tout cela a effectivement provoqué une réflexion qui se développe, peut-être, l'an prochain dans un stage qui pourrait être consacré aux guerres mondiales (Indochine, Algérie), aux justifications du cinéma français des années 50 à négler — à l'empêcher — d'aborder.

Tout cela caractéristique, quoique d'une manière différente, dans le domaine du cinéma italien populaire représenté par *Feux de music-hall* de Lattuada et *Les filles du désert* de Fellini, la *Madame de Matarazzo*, *Le dîner de l'Amour* de Cottavelli, le *Jeune homme de Fellini*, *Paris, Amour et Fantaisie* de Comandini. Tous ces films, le rôle de la femme italienne, dans une société très marquée par la morale chrétienne et les tabous sociaux, témoignent d'une espèce de mouvement intérieur plus ou moins conscient contre l'aliénation, l'absence d'aspiration à l'émancipation, le manque de l'anti-psychologie. *Les Femmes entre elles* d'Antonioni. Sur ces œuvres d'un temps qui paraît un peu gris, un peu étrange, empreint de films d'incertitudes, une génération qui les ignorait peut-être, à Valence, un regard surpris et quelque peu déconcerté, comme s'il était en

quelque réconforter des habitudes, des mœurs et des manières de penser actuelles en retrouvant des rivages éloignés.

Vu à travers ces images, le cinéma italien offrait une recherche de styles fondamentaux, montrant un dynamisme qu'on ne trouve pas dans le cinéma français — ou à peu près — de la « nouvelle vague ».

Autour de Rossellini

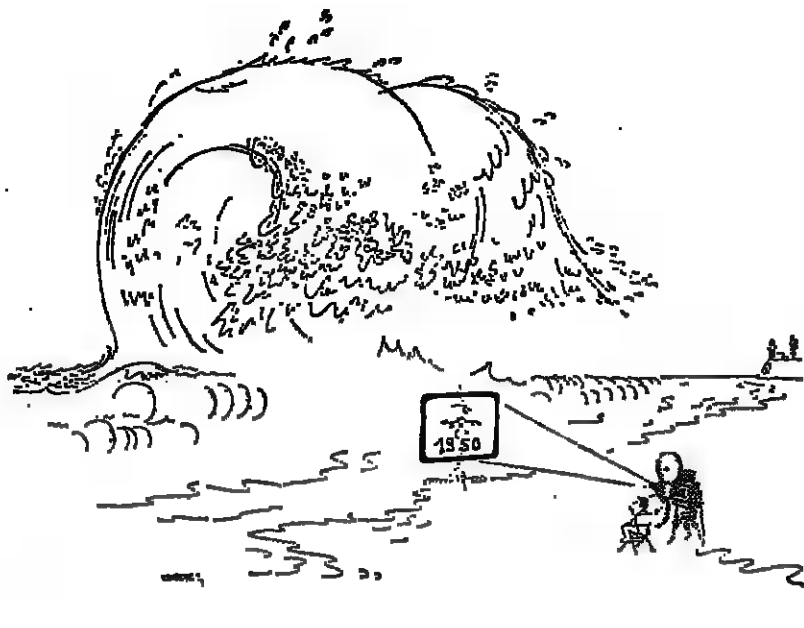
Et puis, il y a eu Roberto Rossellini, le « père », celui qui, du néo-réalisme à nos jours, a été son sillon personnel, le Rossellini psychologique et mystique des Jeux viciés et *Amore e morte* la sublime *Anna Magnani*, le Rossellini de *Voyage en Italie*, la réalisation d'un couple d'Anglais (Ingrid Bergman et George Sanders), au bord du divorce pendant un voyage à Naples, introduit la dimension métaphysique (la vie, la mort, la présence de l'amour et l'absence de l'absence) dans le contemporain historique, et tout par une façon aujourd'hui souvent rétrospectivement moderne.

Ce à côté de Rossellini une autre journée, avec des films historiques, didactiques (depuis qu'il travaille aux télévisions), *Le pape et le pape* et *Le pape et le pape*, un film de quatre heures de durée, en version anglaise, envoyé par la Cinémathèque, de la réalisation d'Henri Langlois, Mary Meerson, pour préparer, la demande du cinéaste, tout un travail de traduction simultanée.

Valence, au même moment, il a pu venir. Qu'aurait-il dit dans ces débats animés par Jean-Claude Biette, *Voyage en Italie* et *Le pape et le pape* (celui-là est un film apprécié), qu'aurait-il dit sur ce cinéma, qui, en fait, se trace en Italie et se voit le grand creux d'une certaine histoire historique de l'art et de la culture ?

Cinéma et histoire, c'était aussi, sans séances du soir, des inédits sans rapport avec les années 50 et l'on a particulièrement remarqué *Art naïf* de répression de l'Amour d'Antonin, pamphlet politique dénonçant, d'une façon claire et précise, la fabrication du commerce, sous l'égide de la C.I.A. et du gouvernement américain, des tabous naïfs et primitifs, et *Le pape et le pape* de Ulli Lommel. Ce film est un film en noir et blanc d'un réalisme tragique est rattaché à l'histoire des années 1880. Son sujet, l'impossible réconciliation entre le bourgeois et le révolutionnaire, est un sujet de la prison pour vol, pourrait, évidemment, s'inscrire dans le monde d'aujourd'hui.

JACQUES SICLIER.



Les voyages de Loretta Copi

LORETTA COPI voyageait immobile. Elle était assise dans une chaise longue, le visage tourné vers la mer, les yeux fermés. Elle avait l'air d'être en train de rêver. Elle était assise dans une chaise longue, le visage tourné vers la mer, les yeux fermés. Elle avait l'air d'être en train de rêver.

Si, si, dit-il, c'est une comédie politique et de mœurs, un roman de la vie, le 15 décembre, la fin de quelque chose, mais c'est quand même... Comment peut-on trouver l'argent pour monter ?

Si, si, dit-il, c'est une comédie politique et de mœurs, un roman de la vie, le 15 décembre, la fin de quelque chose, mais c'est quand même... Comment peut-on trouver l'argent pour monter ?

COLETTE GODARD.

(1) Editions Bourgois, 60 p.

THÉÂTRE JEAN VILAR
QUARTETO CEDRON
QUILAPAYUN
Vendredi 22 avril à 21 h.
Loc. à 2000 et 1000 francs

iphigénie hôtel
de Michel Vinaver
mise en scène Antoine Vitez
salle des conférences d'Ivry
métro mairie d'Ivry 672/37.43

A PARTIR DU 15
LE THÉÂTRE CAFE
FRANÇOIS LEWAIRE
38

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5 rue de Constantine - 7^e
RECITAL
ARTHUR OZOLWS
Beethoven, Schumann, Paganini, Couperin, Clementi, Chopin, Liszt, Debussy
« L'un des plus grands virtuoses de l'époque »
ENTRÉE LIBRE

ELYSEES POINT SHOW VO
3 LUXEMBOURG VO-VENDOME VO
LE 1^{er} FILM D'HEROIC
(SCIENCE-FICTION) FANTASY
une vision magique
et barbare du futur

LES SORCIERS DE LA GUERRE
Science-fiction
conte de fées
apocalyptique,
festival de couleurs
et de graphismes déli-
rants : le nou-
veau film de
Ralph Bakshi
un chef-
d'œuvre.
L'EXPRESS.
UN FILM DE
RALPH BAKSHI
« PRITZ THE CAT »
Distribué par FOX-LIRA

QUINTETTE (v.o.)
14-JUILLET BASTILLE (v.o.) - 14-JUILLET PARNASSE (v.o.)
Un film de Rainer Werner Fassbinder
ROULETTE CHINOISE
Avec Anna Karina, Michaël Mitré, Margit Carstensen, Ulli Lommel, Alexander Allerson, André

STUDIO DE LA HARPE - JEAN RENOIR - 14 JUILLET BASTILLE
LE PLUS BEAU FILM ALGERIEN DE CES DERNIERES ANNEES
NOUA
FILM DE ABDELAZIZ TOULI

ELYSEES LINCOLN (vo) - SAINT-GERMAIN VILLAGE (vo)
SAINT-LAZARE PASQUIER (vf)
Grand Prix au Festival des Nations
à Taormina - Prix d'interprétation
Féminine au Festival International
du Film Fantastique à Paris
à l'ensemble des jeunes filles
de « Picnic à Hanging Rock »

ESPACE PIERRE CARDIN
du 26 avril au 14 mai
PILOBOLUS
DANCE THEATRE
A VOIR ET A REVOIR
UN REGAL, UN MIRACLE
UNE DROLERIE IRRÉSISTIBLE
EXPLOSION D'IMAGINATION
UN BONHEUR COMMUNICATIF
ILS REINVENTENT LA DANSE
Location ouverte 266.17.30
et agences.
2 PROGRAMMES DIFFÉRENTS

ATHENEE LOUIS JOUVET
FRANÇOIS PERIER
dans
EQUUS
avec
STEPHANE JOBERT
la révélation
de l'année
les jours à 20 h 30 et lundi
matinées dimanche 15 h et 18 h 30
à partir du lundi 11
21h
tous les jours sauf dimanche
loc. 073.82.23 et agences

ANSE

Long sa quatrème mais en scène.

G. LORÉTTA STRENG!
PAR TOUT

LE DERNIER NABAB
d'Elia Kazan
(Voir pages 14-15)

jours pour un Tullius Malabar et François Simon vivre la mort quotidienne des héros anonymes de Jean-Paul Wrona, les personnages mythi-

J.-C. Oudon, avec A. Dumay et
J.-C. Oudon, avec A. Dumay et

Commence en 1968 : les trois cin-
sièmes de l'art asiatique

quèmes du monde d'art asiatique

100

Circumstance	Percentage (%)
If someone is attacking you	85
If someone is threatening you	75
If someone is harassing you	65
If someone is insulting you	45
If someone is annoying you	15

[illegible]

مَكْنَا مِنَ الْأَصْلِ

l'homme total

ont transformé et transformant le monde, Marrou a tout de suite compris que, pour être à la hauteur de son rôle, il fallait connaître, il fallait être « objet », plus encore, qu'il fallait être « sujet », des échanges, de la plus grande manière possible. D'où, pour étudier cette « culture antique », il a fallu, dès le début de la pensée, aller jusqu'aux sources modernes, et aller jusqu'au « présent » pour retrouver le « passé ».

Plus ne serait-ce que la « culture antique », Marrou, le ne s'est pas contenté d'être apologete, il a été, et est, un véritable « homme total », un homme qui a su, dans sa vie, être à la fois, un homme de lettres, un homme de science, un homme de culture, un homme de « total ».

Des géants de l'humanité à ses fantômes, Marrou a su, dans sa vie, être à la fois, un homme de lettres, un homme de science, un homme de culture, un homme de « total ».

En fait, c'est un grand homme, un grand homme de lettres, un grand homme de science, un grand homme de culture, un grand homme de « total ».

En fait, c'est un grand homme, un grand homme de lettres, un grand homme de science, un grand homme de culture, un grand homme de « total ».

En fait, c'est un grand homme, un grand homme de lettres, un grand homme de science, un grand homme de culture, un grand homme de « total ».

En fait, c'est un grand homme, un grand homme de lettres, un grand homme de science, un grand homme de culture, un grand homme de « total ».

En fait, c'est un grand homme, un grand homme de lettres, un grand homme de science, un grand homme de culture, un grand homme de « total ».

DEMPLOI	La ligne 40,00	La ligne 10,00
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI CAPITAL OU COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 28,00	La ligne 10,00
"Placards encadrés"	34,00	38,08
Double insertion	36,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	47,96
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

ANALYSTE FINANCIER PARIS BANLIEUE OUEST
FORMATION SUP. DE 60

recherché par importante internationale, dans la branche France.

Bénéficiaire d'une large autonomie, travail placé la stabilité du Directeur Financier, le candidat retenu justifiera d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Sa mission consistera à établir les différents plans budgétaires prévisionnels, statistiques de la société et les analyses résultats mensuels.

Cette fonction sera confiée qu'à un homme imaginatif, à la personnalité affirmée, possédant des aptitudes certaines à l'encadrement, et parfaitement bilingue anglais.

Une bonne connaissance de la comptabilité américaine serait un supplément.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous n° 254 P.M.P., 69, rue de Provence 75002 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion totale assurées.

INGÉNIEUR ORGANISATION

pour son usine BANLIEUE OUEST

Le poste conviendrait à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle. Le candidat devra justifier d'une bonne formation générale, écrite et parlée.

Les qualités d'organisateur, le goût des responsabilités, le sens des contacts humains, permettront au candidat d'être retenu.

Adr. C.V. et photo, sous réf. E.J., 10, rue Barbette, 75011 Paris.

Important recherche par filiale internationale

PRÉPARATEUR EXPERIMENTE

pour la recherche

C.V. photo et prétentions, sous réf. 254, P.M.P., 69, rue de Provence 75002 Paris.

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL LEADER SA BRANCHE - EN EXPANSION CONTINUE

RECHERCHE POUR L'ENSEMBLE DE FILIALES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le poste conviendrait à un ingénieur supérieur, ayant assumé un niveau de direction générale, des responsabilités opérationnelles impliquant l'animation du personnel, gestion, plan et relations extérieures.

Paris - grande région OUEST FRANCE.

170.000 F

Ecrire sous référence 321 001 CM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS RECHERCHE POUR USINE VILLE 130 KM SUD-EST PARIS

CHEF DE PERSONNEL

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT QUI PEUT CONVENIR À CANDIDAT

Le poste conviendrait à un ingénieur capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 002 CM.

GRANDE ENTREPRISE RHONE-ALPES recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, TRAVAILLE DE LA BRANCHE ADMINISTRATIVE ET GESTION

Il animera et coordonnera le département personnel, gestion, comptabilité, organisation, relations extérieures.

Le poste conviendrait à un ingénieur supérieur ayant assumé des fonctions similaires ou ayant travaillé dans des responsabilités complètes à un niveau de direction d'une unité d'exploitation dans des activités telles que mines, sidérurgie, fabrications mécaniques ou travaux publics.

Paris - LYON.

Ecrire sous référence 321 003 CM.

emplois régionaux

POUR GROUPE PHARMACEUTIQUE (1000 personnes)

directeur du marketing

170.000 / 240.000 F an

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté pharmacologue ou souhaitable.

G.F.C. 110, rue de la République 75011 Paris

SOCIÉTÉ (Engineering - Traitement - Eau)

pour la recherche

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 004 CM.

assistant gestion de personnel

Une Société Industrielle en pleine croissance (1000 personnes, 100 km de Paris, leader sur son marché) crée la poste d'Assistant gestion de personnel.

Mission : améliorer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement, gestion du plan de qualification, conception et animation d'activités de formation.

En un premier temps, le candidat devra assurer la gestion des recrutements.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 3 ans ou plus dans l'un de ces trois domaines.

Les personnes intéressées sont priées de demander la définition du poste sous n° R/23 à :

CORBIN S.A. 110, rue de la République 75011 Paris

LogAbax informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

DIRECTIONS RÉGIONALES PROVINCE

INGÉNIEURS COMMERCIAUX et **ATTACHÉS COMMERCIAUX CONFIRMÉS**

On recherche des candidats pour la période de démarrage.

Adr. C.V. et prétentions sous n° 187 à la Direction de Personnel - 77, rue Aristide-Briand, 94110 SURESNES.

CADRE COMMERCIAL

SSO une formation supérieure équivalente, débutant ou ayant 1 à 3 ans d'expérience.

Il sera chargé de gérer et de développer une clientèle industrielle.

SITUATION INTÉRESSANTE ET AVENIR POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS DE CONTACT, DE NÉGOCIATEUR ET DE RIGUEUR.

Ecrire sous référence 321 005 CM.

IMPORTANT FIRMES FRANÇAISES MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES PROFESSIONNELS DE HAUTE FIABILITÉ - VILLE 60 KM EST DE PARIS

RECHERCHE DANS LE CADRE DE SA DIRECTION TECHNIQUE

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ÉTUDES RECHERCHES CONCEPTION

Poste intéressant et avenir qui peut être occupé par un jeune diplômé E.S.I. - I.E.G. - I.S.E.P. ou équivalent, 25 ans max, ayant 1 à 3 ans d'expérience et de maîtrise du domaine électronique.

Ecrire sous référence 321 006 CM.

ATTACHÉ DE DIRECTION

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 007 CM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS

CHEF DE SERVICE MARKETING

RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE, il sera chargé de la gestion et de la coordination des activités de marketing et de développement.

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 008 CM.

ENTREPRISE BATIMENT Importance Nationale recherche

LYON et Chalon-sur-Saône

INGÉNIEURS TRAVAUX Confirmés

Ayant acquis l'expérience professionnelle pour prendre en charge la réalisation de très importants chantiers de construction T.C.S.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous n° 254 P.M.P., 69, rue de Provence 75002 PARIS, qui transmettra. Réponse et discrétion totale assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Région SUD EST, recherche

chef de bureau comptabilité

35 ans minimum

Expérience professionnelle ou équivalente

10 ans d'expérience.

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 009 CM.

nicholas angel

La filiale française appartenant à un puissant groupe multinational, spécialisée dans la construction de biens d'équipement (mécanique) en pleine expansion, recherche un

CONTROLLER

PME Paris-Ouest Environ 85.000 F

Responsable financier, l'autorité directe du Directeur Général, il superviserait une équipe de 5 personnes et prendrait en charge tous les aspects financiers et comptables. Il sera chargé de la préparation des documents financiers, des relations bancaires, et du contrôle budgétaire.

Le candidat devra posséder :

- une expérience approfondie acquise dans une société, de préférence anglo-saxonne
- une capacité prouvée à diriger une équipe
- une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Le poste conviendrait à un candidat ayant minimum 32 ans.

Envoyer C.V. en indiquant un salaire annuel sous réf. 77.101 à NICHOLAS ANGELL, 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris

conseil recrutement financier

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL 80.000 F + PARIS

Nous recherchons pour nos équipes de vente et à suivre les matières premières plastiques fabriquées par nos usines mères.

Nous avons une expérience pratique de la vente de plastiques techniques et vous parlez couramment l'anglais.

Le poste que nous vous proposons est indépendant de l'usine, vous serez responsable de la Direction des ventes et de l'activité commerciale sur Paris et sa région.

Vous travaillerez le samedi matin et serez responsable de la nouvelle clientèle de nos usines.

Le poste est en plein développement et nous proposons de nombreuses perspectives de carrière.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3369

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de la République 75008 PARIS

à qui nous adresser toutes vos recherches.

COFAP 10, rue de Chabrol 75010 Paris

emplois internationaux

DÉMONSTRATRICE VENDEUSE

Le poste conviendrait à une jeune femme, 15 à 25 ans, ayant une formation commerciale, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 010 CM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE C.A. 750 M.

pour la recherche Comptable et Ingénieur des Usines

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

Expertise, D.U.E.S. Comptables, I.C.S. Paris ou Diplôme Grandes Écoles Ingénieurs.

Expérience en informatique appliquée à la Comptabilité ou au Contrôle Budgétaire.

Poste d'avenir et rémunération attractive pour personnalité dynamique de plus de 34 ans

à proximité grande ville universitaire

Adresser curriculum vitae et photo, sous le numéro 878, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS (9°).

GRANDE MAISON DE CHAMPAGNE DE REIMS recherche

DEUX RESPONSABLES DES VENTES

1) Pour le PAYS du Marché de l'Est

2) Pour les PAYS de l'Ouest et du Sud-Ouest

Les fonctions requièrent des personnes jeunes (35 ans environ), dynamiques, bilingues (anglais et français), parfaitement à l'aise à la vente, et des hommes plus âgés, ayant une expérience confirmée dans la Branche.

Une formation E.S.C. ou équivalente est requise.

Activité : 60 % déplacements - 40 % REIMS.

Envoyer curriculum vitae, sous n° 788, qui transmettra.

TELECOMMUNICATIONS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche pour son service

INGÉNIEUR SYSTÈME

Pour : - être responsable du suivi, de l'évolution d'un système d'exploitation sur mini-ordinateur d'un réseau national de communications ; - assurer la maintenance et le développement de modules spécialisés (handier de communication).

Expérience de 2 années minimum dans ce domaine.

Connaissance de l'anglais et du système REX 11 D.

DECENTRALISATION PRODUCE BANLIEUE OUEST

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 9.475, C.A.P.P., 40, rue de Chabrol, Paris, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

ABIDJAN Immatriculé dans 10 de l'Afrique de l'Ouest. Filiale d'un groupe français important, recherche :

1 CHEF DE DEPT CLIMATISATION

qui sera être un ingénieur diplômé, ayant au minimum 6 ans d'expérience d'entreprise pour animer une équipe d'ingénieurs et techniciens africains.

Adresser C.V. photo et prétentions, sous n° 7.689, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra Paris-1er q. 1.

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

CADRE NIVEAU D.E.C.S.

POUR CONTRÔLE COMPTABILITÉ DE SOCIÉTÉ EXPERIENCE CABINET APPRECIÉE

Le poste conviendrait à un ingénieur expérimenté, capable de diriger un personnel en usine, capable de collaborer avec les services administratifs et politiques dynamiques et personnel et de gérer un service autonome.

Le poste implique et exige une formation supérieure et une expérience dans le développement.

Rémunération : 120.000 F +

Ecrire sous référence 321 011 CM.

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL LEADER SA BRANCHE - EN EXPANSION CONTINUE

RECHERCHE POUR L'ENSEMBLE DE FILIALES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le poste conviendrait à un ingénieur supérieur, ayant assumé un niveau de direction générale, des responsabilités opérationnelles impliquant l'animation du personnel, gestion, plan et relations extérieures.

Paris - grande région OUEST FRANCE.

170.000 F

Ecrire sous référence 321 012 CM.

offres d'emploi

chef d'agence 110.000 F.

Important Groupe du SECTEUR TERTIAIRE Paris
un CHEF D'AGENCE, pour :
• prendre en main la gestion d'une unité décentralisée,
• diriger 150 personnes réparties dans l'un des départements de la région parisienne.
Il anime plus d'une dizaine d'équipes d'une vingtaine de personnes pour assurer les responsabilités d'organisation, de gestion administrative, de surveillance et d'entretien de l'unité qui lui est confiée dans le cadre de plans et budgets.
Il ne peut convenir qu'à UN CADRE plus de 10 ans, formation école supérieure de commerce, maîtrise, par une activité très opérationnelle de manager.
Veuillez écrire, sous réf. 12 007 M.

INTERCARRIERS
5 rue du Helder 75008 Paris

CENTRE INFORMATIQUE Sud Paris

CHEFS DE PROJETS PROGRAMMEURS-ANALYSTES confirmés

- Formation : maîtrise supérieure ;
 - Expérience : approfondie de 5 à 10 ans ;
 - Matériels : IBM, 370/155 ;
 - Logiciels : COBOL, FORTRAN ;
 - Langages : COBOL, LISP, ALGOL ;
 - Spécialités : WARREN, CORIO, COBOL structuré ;
 - Aspects : conception, programmation ;
 - Qualités : rigueur et de méthode, aptitude aux problèmes humains ;
 - Connaissances : comptabilité, paie, facturation ;
 - Débuts : 2000 F.
- C.V. à adresser sous réf. 3028/AL A.M.P., rue Olivier-de-Serres 75018 PARIS, qui transmettra.

ON dit l'Assurance...

pour désigner un homme secteur industriel, nous prenons en compte les autres par le rôle particulier des Entreprises.

Nous revendiquons le droit à la différence

AGP Expansion offre

Un projet Refuser la démagogie. Si nous prenons en charge la formation et l'intégration, nous nous engageons à la convention collective (position juridique), nous rémunérons à la commission.

Des produits Intégrer étroitement la double pulsion du public : l'information, l'inflation, (unités de compte immobilières mobilières).

Des méthodes Un original de démarrage d'un segment en adéquation avec les caractéristiques des produits (revenus, coûts, etc.).

Un management S'écarter des recettes "management moderne" à la plus rigoureuse pour la gestion et plus ouvert à la négociation et aux valeurs humaines.

Profil recherché

- Foncier, intelligent et dynamique
- 23 ans au moins
- Solide formation générale

Envoyer 1^{re} lettre à PUBLICITE, r.l. DE 40, 13, rue Marivaux PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir indiquer la référence)

FOXBORO FRANCE S.A.

Faisant partie d'un leader mondial de l'instrumentation

TECHNICIEN SUPERIEUR

- 25 ans minimum.
- Niveau : B.T.S. (Electronique ou Informatique).
- Niveau : A.D.S. (dans la branche des instruments numériques).
- Anglais lu et parlé.
- Expérience : 2 à 5 ans.
- Déplacements fréquents en métropole.

Envoyer pour candidature avec curriculum vitae : FOXBORO FRANCE S.A., 22, rue du Général de Gaulle - CLICHY 92115.

Nous prions les candidats répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, car il s'agit de « Monde Publicité » d'une agence.

offres d'emploi

Juniors de la vente

Notre groupe est bien implanté dans le monde entier.

Nous prenons désormais un tournant et mettons sur pied une équipe supplémentaire composée de Juniors. Leur rôle sera de pénétrer des marchés nouveaux, d'informer la clientèle, de promouvoir nos machines.

Nous offrons un fixe de 2100 F + commissions non plafonnées, une formation de 10 semaines et un travail stimulant au sein d'une équipe de professionnels dans une société solide.

Vous êtes débutant ou vous avez déjà vendu mais vous souhaitez connaître des gammes plus sophistiquées. Vous avez une bonne présentation, une faculté d'adaptation et vous êtes libre rapidement.

Envoyez-nous votre C.V. pour convenir d'un rendez-vous à INFRAPLAN Carrières sous réf. J. 111 Tour de Lyon 185, rue de Bercy, 75012 Paris qui orientera les candidatures.

INFRAPLAN CARRIERES

SPÉCIALISTE VENTES

96.000 F

Notre organisation crée et développe avec succès un certain nombre d'expositions internationales.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un spécialiste expérimenté pour venir appuyer notre réseau international.

Vous êtes un excellent négociateur et vous avez fait la preuve que vous savez concrétiser les affaires que vous traitez.

Notre dimension internationale et bien sûr vous offre de nombreuses perspectives.

Vous êtes également parfaitement mobile pour prendre l'importance quel avion, pour n'importe quelle destination.

Si vous vous reconnaissez dans ce bref profil, nous serions ravis de vous rencontrer au plus vite.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3.364 INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, rue de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Une importante entreprise française de services intervenant dans la protection des biens accroit ses activités avec une gamme de matériels sophistiqués. Son directeur cherche :

deux ingénieurs d'affaires électroniques, Paris et Lyon

pour leur confier : l'analyse des besoins du client, la conception de systèmes de protection à partir de matériels représentés, leur mise en œuvre et leur suivi.

Ces ingénieurs, âgés de 28 ans minimum, de formation ESE, IEG, ou équivalent, ont au moins trois ans d'expérience en installation et affaires chez un constructeur de matériel évolué : capteurs, enregistreurs, systèmes d'analyse et de mesure.

Ils parlent anglais couramment.

Ecrire à Y. CORCELLE sa réf. 3202 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

NEULLY 1971

OPPORTUNITÉ

dans un groupe français de taille européenne 8.000 P., 2 milliards/an, POUR

PROGRAMMEUR

IBM 370

Intégrer équipe jeune et brillante à des tâches de programmation (TEMPS REEL) et sur matériel : système I/O.

2/3 ANS D'EXPERIENCE

ou 1 an 1/2

1980 - COBOL, ANS (Assembleur souhaité) DL 1 et/ou C.I.C.S.

C.V. manuscrit, salaire sous réf. 306 A :

SC Sélection conseil

I.E.G. RECH.

2 JEUNES CADRES

Fortement motivés par la formation, les séries

compétences complètes et gestion 1 ou 2 ans d'expérience acceptent déplacement 30.000 à 60.000 F par an selon expérience et compétences.

L'un, plus particulièrement attiré par la distribution en grandes surfaces ; l'autre, passionné par l'animation.

Envoyer C.V. à :

186, place de France, 92000 Sarcelles.

5 ANS. C'EST LE TEMPS D'EXPERIENCE QUE NOUS JUGERONS NECESSAIRE POUR VOUS CONFIER LA RESPONSABILITE D'UNE EQUIPE CALCUL DE STRUCTURE.

Que vous êtes :

• INGENIEUR diplômé, Centrale, Arts et Métiers, Ponts et Chaussées, Mines. Vous connaissez évidemment l'anglais.

• Que vous souhaitez :

• Affirmer d'une façon objective votre personnalité en utilisant votre acquis professionnel.

Ce que nous sommes :

• Une puissante société d'ingénierie nucléaire, comptant 2000 personnes, implantée à Paris et en progression.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5305 à M. LICHOU S.A., 10, rue de la République 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Vous voudrez bien préciser le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas soumettre votre dossier.

Entreprise en Expansion cherche

EXCELLENTS V.R.P.

75 + Impôts comm. Tél. : 01-79-29 (Poste 13)

Le Journal de la

CHEF de PUBLICITE HOMME

EXPERIMENTE (CEI)

Adr. C.V. par Journal Format, continue, 2, r. Amsterdam (9)

SEIKO E.T.

EFFICACE Sécurité Compétence

5 PROGRAMMES ANALYSTES

sur IBM GAB II OS

avec références : Montreuil, Paris Tél. : 246-70-37

IMPT CENTRE TECHNIQUE

Grande banque pour

TRAITEMENT DE L'INFORMATION

UN INGENIEUR-INFORMATICIEN

quelques années d'expérience d'un système d'exploitation particulier (7601)

Il deviendra le responsable du programme scientifique.

Il guidera les équipes de programmation présentant un rapport performances/prix maximum.

C.V. sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

nicholas angel

Une société américaine, C.A. 2 milliards de francs en Europe, 11.000 employés en France, recherche pour Paris son

trésorier du groupe

minimum 35 250.000 francs

Il dépendra du Directeur financier et dirigera une petite équipe au siège. Il sera responsable :

• de l'établissement et du contrôle des systèmes de reporting et de prévisions de trésorerie ;

• des relations bancaires et du cash management international ;

• des stratégies de financement de court et de long terme ;

• de la supervision des flux de trésorerie.

Les candidats devront posséder :

• un diplôme de type MBA, suivi de plusieurs années au service trésorerie d'une multinationale, où ils auront utilisé les systèmes de gestion les plus modernes. Une expérience purement bancaire n'est pas requise ;

• une parfaite connaissance de l'anglais ;

Adresser CV sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.105 en Indiquant

CV, sous réf. 77.1

offres d'emploi

nicholas angel

Une société américaine, C.A. 2 milliards de francs en Europe, 15.000 employés en France, recherche pour son siège à Paris son

trésorier du groupe

Age minimum 35 ans 250.000 francs

Il dépend du Directeur financier et dirigera une équipe au siège. Il sera responsable de l'établissement et du contrôle des prévisions de reporting et de prévisions de trésorerie, des relations bancaires et du cash management international.

Les qualités de financement de court et de long terme, de la supervision des études fiscales.

Le candidat devra posséder une formation de type MBA, suivre de plusieurs années au sein d'une société multinationale, avoir une expérience de gestion de trésorerie. Une expérience de gestion de trésorerie est requise. La parfaite connaissance de l'anglais est requise.

Adresser C.V. sous réf. 77.105 en indiquant adresse actuelle à Nicholas Angel, 140, rue de Valenciennes 75001 Paris.

conseil recrutement

offres d'emploi

G.E.C.O.

recherche pour la région Rhône-Alpes

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

BATIMENT T.C.E.

fonction de chef de service

recherche de salariés

qualités techniques et humaines

expérience de chef de service

Adresser curriculum vitae à M. J. B. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

TECHNICIEN ELECTRONICIEN CONFIRME

Domaines d'application :

- Matériel de Reproduction
- Télévision, Vidéo
- Son

Xxxx d'application :

- Département de la Sonde
- Département de la Vidéo
- Département de la Vidéo

Adresser C.V. sous réf. 77.105 en indiquant adresse actuelle à Nicholas Angel, 140, rue de Valenciennes 75001 Paris.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

VOUS ETES UN VENDEUR, MAIS PAS UN DEMARCHEUR.

JEUNE, MAIS DEJA EXPERIMENTE, VOUS ETES DYNAMIQUE ET DISPONIBLE RAPIDEMENT.

Vous devez sélectionner les clients à vendre. Vos négociations seront au niveau élevé, que vous connaissez déjà, et vous pouvez apporter la preuve que vous êtes un vendeur expérimenté et réfléchi.

Vous appréciez la grande autonomie de travail, que nous vous offrons mais vous savez utiliser le soutien d'une équipe solide et la réputation mondiale.

Toute l'activité est sur le marché de la rémunération liée à la propre efficacité.

Le marché est en pleine expansion, nous en voulons notre part.

VOUS HABITerez LONDRES ET VOYAGEREZ GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE ET FRANCE.

Si vous ne connaissez pas le marché du vin, nous aurons à le connaître, rapidement.

Les candidatures ne correspondant pas à nos critères ne seront pas examinées.

Envoyer lettre manuscrite sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

m. j. b.

Entreprise d'Installations Electriques recherche pour :

- a) région PARIS
- b) région RHONE-ALPES
- c) région NORD PICARDIE

INGENIEURS - ELECTRICIENS

Diplômés, 3 à 5 ans d'expérience, ayant occupé les fonctions de responsables d'affaires ou de chefs de service.

ETIENNE A FOURVOIR PAR REGION :

- 1) **INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL**
Adjoint au chef d'agence régionale, chargé de la prospection et de la négociation commerciale. Participation à la réalisation des objectifs commerciaux.
- 2) **INGENIEUR RESPONSABLE D'AFFAIRES**
Chargé de suivi complet (chiffres, étude, réalisation) d'installations électriques industrielles - bâtiment - pratique commerciale pour collectivités locales.

Envoyer lettre manuscrite sous C.V. en précisant région de recherche à : M. J. B. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

castor

GRANDES SURFACES DE BRICOLAGE

(4.000 à 10.000 m²) et nouvelles surfaces

2 DIRECTEURS

- posséder l'expérience d'une grande surface commerciale, ayant une bonne connaissance non alimentaire ;
- être un stage dans le Nord et une formation spécifique, en gestion commerciale et une fonction dans régions : PARIS et PROVENCE ;
- la rémunération est au niveau de l'expérience acquise et de l'importance du rôle attendu ;
- la mission sera faite sur vue de l'expérience et de la motivation du candidat (dynamisme, gestion, sens des responsabilités, etc.) qu'il devra prouver.

Adresser C.V. sous réf. 77.105 en indiquant adresse actuelle à Nicholas Angel, 140, rue de Valenciennes 75001 Paris.

offres d'emploi

IMPORTANTE ENTREPRISE D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

recherche pour PARIS

UN ACHETEUR

(30 ans environ)

Adjoint au Chef des Services Achats

En tant que **TECHNICIEN SUPERIEUR**,

- il connaît parfaitement le matériel électrique et l'appareillage M.T., B.T.
- il connaît et applique les procédures d'exportation pour alimenter les clients à l'étranger
- il possède une expérience technique et commerciale
- il est capable de travailler à l'étranger

UN ADJOINT ADMINISTRATIF

(30 ans environ)

au Service Personnel (600 pers.)

- il est spécialiste du droit du travail ;
- il est chargé de la gestion juridique et sociale ;
- du contentieux du personnel ;
- du personnel du chantier
- il est capable de travailler à l'étranger

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo, à : M. SFEZ et M. CARRIERE, 291, boulevard Raspail - 75001 Paris - réf. 14

offres d'emploi

DUPLI COLOR

recherche pour sa filiale commerciale dans le domaine de réorganisation et d'activités

CADRE COMMERCIAL

- environ 35 ans
- expérience peinture et distribution (connaissance allemand et anglais appréciée).

Adresser C.V. et photo à : DUPLI COLOR, 47, rue Louis-Michel, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

offres d'emploi

COMPAGNIE AERIEENNE ORLY

ANALYSTES ORGANIQUES

de niveau pour le projet de formation supérieure.

Expérience minimum 3 ans dans la chimie.

Temps réel apprécié.

ANALYSTES PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

Formation supérieure

Sécurité d'emploi assurée.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. et photo à : P. Lichau s.a., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

offres d'emploi

futur directeur de produits

Vous avez aujourd'hui plus d'expérience en gestion (comme gestionnaire de produits, ou contrôleur) et vous êtes HEC, ESSEC, ESCP, etc.

Nous sommes, à Paris, un fabricant d'articles de prix élevé vendus au grand public.

Nous recherchons un chef de département marketing et pour l'ensemble de nos produits : vêtements, chaussures, accessoires, etc.

Nous établissons nos plans et budgets, calculons nos prix, dirigeons l'administration et suivons les écarts. Vous tenez le tableau d'ensemble de la Direction Générale.

Ensuite, nous vous confions d'autres fonctions et souhaitons que vous deviez rapidement un homme de direction complet.

Adresser C.V. et photo à : M. J. B. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

bon de commande à découper

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et administration.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et comptabilité.	<input type="checkbox"/> Cadres délégués.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	30	22	118	143	127	208	224	228	233	204	254	238	222	220	220
26 semaines	60	124	236	254	268	301	403	423	424	532	568	604	622	642	670
52 semaines	118	236	238	436	436	618	720	722	847	912	1018	1064	1206	1248	1248

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre de "Le Monde" ou chèque postal (CCP 4307-23 Paris) - envoi adrien : +1F par fonction et par semaine.

offres d'emploi

INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Formation complémentaire ou courte expérience, statistiques, analyses de données. Dispositif de suite. Connaissances en anglais appréciées.

Adresser C.V. et photo à : M. AZEMA, B.P. 28, réf. T.U., 9014 Arcueil Cedex.

500 INTERNATIONALE D'OUTILLAGE PNEUMATIQUE INDUSTRIEL

rech. pour Z.I. (77)

COMPTABLES QUALIFIES (EES)

Notions d'anglais. Livres rapidement. Minimum 5 ans d'expérience comptable générale, analytique par détail et informatique.

Adresser C.V. et photo à : M. J. B. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

VENDEUR EXPERIMENTE

minimum 5 ans d'expérience pour programme appartements à placer dans ville en pleine expansion, à 50 km de Paris.

Adresser C.V. et photo à : M. J. B. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34507 M, en indiquant numéro de téléphone.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

bon de commande à découper

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et administration.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et comptabilité.	<input type="checkbox"/> Cadres délégués.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	30	22	118	143	127	208	224	228	233	204	254	238	222	220	220
26 semaines	60	124	236	254	268	301	403	423	424	532	568	604	622	642	670
52 semaines	118	236	238	436	436	618	720	722	847	912	1018	1064	1206	1248	1248

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre de "Le Monde" ou chèque postal (CCP 4307-23 Paris) - envoi adrien : +1F par fonction et par semaine.

offres d'emploi

William SAURIN

Leader de marché C.A. 330 millions recherche dans le cadre de son expansion :

UN CHEF DE PRODUITS HOMME OU FEMME

directement rattaché au Directeur Marketing.

Formation HEC - ESSEC - SUP. ou équivalent ayant au minimum 2 années d'expérience marketing dans le domaine des produits de grande consommation.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions WILLIAM SAURIN, SAINT-THIBAUT - 77400 LAGNY, accès direct du Centre de Paris par Autoroute A 4

offres d'emploi

un ingénieur chef de produit

Responsabilités importantes

Minimum 5 ans mini. d'expérience dans la vente de produits ou ensembles d'automatisme électronique.

Connaissances en programmation, calculateurs, et programmation.

Adresser C.V. à M. 6180 SPERAR, 12, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

offres d'emploi

SOFINCO BANQUE PRIVEE

LA QUARTIER LA HENIN TROCADERO

recherche pour département Informatique M.M. 370/158 bi-processeur réseau national Télétraitement

INGENIEUR SYSTEME

expérimenté (3 ans)

- connaissant M.V.S. le T.P. et éventuellement I.M.S.
- rémunération attractive et possibilité certaine d'avenir.

Adresser curriculum vitae détaillé et commenté, photo et prétentions à : HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75001 Paris, sous référence 34509

offres d'emploi

SERVICE REGIONAL DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE

recherche

Pour l'équipement et l'entretien des systèmes de Régulation du Trafic sur autoroutes.

TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN

Niveau : DUT, BTS ou autodidacte expérimenté.

QUALITES REQUISES :

- Expérience terrain, bon contact humain.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à : S.E.R.F. - D.E.S.R.E.T., 66, rue de Valenciennes, 94700 MARSON-ALFORT

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

offres d'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Informations-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées par "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, cherchent une situation, ce service est destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de leur branche, dans les spécialités, d'évaluer les qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

A PROPOS DE...

Un Livre blanc sur la politique ferroviaire

La Bretagne au bout de l'Europe

Les Bretons sont mécontents des services de la S.N.C.F. Dans un Livre blanc sur la politique ferroviaire, le ministre de l'Équipement, M. Claude Champaud, président du Comité économique et social, vient de rendre public au cours d'une conférence de presse, le 13 avril, les constatations de son enquête. « L'Ouest de la France n'a jamais eu l'enfant chéri des chemins de fer... »

Le grand large, la Bretagne est une région où le handicap majeur est probablement le manque de liaisons ferroviaires. L'absence de liaisons directes entre les capitales bretonnes et les capitales nationales, explique-t-il. Les liaisons existantes sont insuffisantes pour permettre un développement économique de la région. Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation.

Lorsqu'en 1962 fut mise en place la politique de « port-d'attache », qui, pour la facilitation des transports de marchandises, permettait aux entreprises de bénéficier de tarifs réduits, la région bretonne fut la première à bénéficier de cette mesure.

Les pouvoirs publics acceptent de rembourser partiellement les entreprises bretonnes les surcoûts engendrés par la pondération des distances, dans la limite d'un montant annuel de 10 millions de francs.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Une journée nationale de l'arbre est organisée le 16 avril

Deux conférences de presse réunies le même jour, l'une à l'Élysée par M. Pierre Richard, conseiller technique auprès du président de la République, l'autre au ministère de la Culture et de l'Environnement par M. Michel d'Ornano, témoignent de l'importance que les pouvoirs publics attachent aux différentes manifestations, qui, le samedi 16 avril, marqueront la Journée nationale de l'arbre.

Il s'agit surtout, a dit M. Richard, de mener à cette occasion une action pédagogique.

Le président de la République a convié les jeunes Français qu'il faut aimer et protéger les arbres. Qui n'approuverait une telle intention ? Mais, pour la majorité des citoyens, la démonstration la plus convaincante des pouvoirs publics est l'exemple. C'est bien là que le bât blesse, car depuis des années, on a vu plus souvent au travail les bûcherons que les pépiniéristes. Dans les villes de France, les arbres et les espaces verts ont été les premières victimes de la voiture et du béton.

Paris, ville modèle, s'est placée en tête de ce mouvement en désignant son « capital vert ». Après avoir sacrifié sa ceinture verte, elle a maintenant à cœur de renforcer son patrimoine arboré. Dans la capitale, les arbres sont considérés comme un véritable patrimoine. Ils sont protégés et entretenus avec soin.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

gogique. Les Français doivent mieux connaître les arbres et la forêt pour mieux les respecter. « L'arbre a été choisi comme un symbole », commente M. d'Ornano, symbole de la lutte contre le béton, du combat contre les pollutions, d'une plus équilibrée et mieux gérée.

Le président de la République donnera l'exemple. Le 16 avril, il se rendra à la première fois, l'Arboretum sera ouvert au public pendant le week-end.

Pauvres forêts !

semble pouvoir stopper la déforestation. Or, les opérations de reboisement sont très lentes. Les forêts françaises ne se renouvellent pas assez vite pour compenser les coupes. Les forêts sont donc de plus en plus pauvres.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

avec rigueur. Certes, on les encourage à se grouper. Le mouvement est extrêmement lent. En Allemagne, la gestion des bois privés est depuis longtemps assurée par des associations de propriétaires. En France, les propriétaires sont souvent isolés et ne peuvent pas défendre leurs intérêts.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Arboretum de Chèvreloup (Yvelines). Ce musée des arbres, qui s'étend sur 200 hectares au bord du parc de Versailles, appartenant au Muséum d'histoire naturelle, qui a planté en un demi-siècle une collection de conifères unique en France. M. Giscard d'Estaing prononcera un discours dont les deux thèmes seront « L'écologie quotidienne » et « La politique nationale de la nature ». Puis, pour la première fois, l'Arboretum sera ouvert au public pendant le week-end.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

Le Livre blanc propose des solutions pour améliorer la situation. Il suggère la création d'une ligne à grande vitesse entre Paris et Brest, ainsi que la modernisation des lignes existantes.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

A la conférence de Montréal

Les experts internationaux voudraient mettre de l'ordre dans les vols charters

notre correspondant

Montréal. — Les problèmes les plus urgents qui se posent à l'aviation civile internationale sont-ils étudiés lors d'une conférence internationale des transports aériens, réunie, du 13 au 16 avril, au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal. Plus de sept cents experts de cinquante-cinq États membres de cette organisation internationale des Nations unies seront représentés à un congrès gouvernemental.

Quatre points sont mis à l'ordre du jour de cette réunion : l'appariement des tarifs, la réduction des coûts de transport aérien international non régulé (charters), la réglementation de la capacité du transport aérien international et, enfin, le développement de bases auxiliaires de transport aérien international.

La question des tarifs est la plus délicate. Elle concerne les compagnies nationales et les compagnies étrangères. Les tarifs sont souvent très élevés et ne permettent pas de développer l'aviation civile internationale.

La question de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question du développement de bases auxiliaires de transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question de la réglementation de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question de la réglementation de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question de la réglementation de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question de la réglementation de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

La question de la réglementation de la capacité du transport aérien international est également importante. Elle concerne la construction de nouvelles aéroports et la modernisation des infrastructures existantes.

QUALITÉ DE LA VIE

CORRIDAS PORTUGAISES ANNULÉES

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

Les corridas portugaises qui devaient avoir lieu à Paris, à la fin de l'été, ont été annulées. Les organisateurs ont décidé de reporter l'événement à une date ultérieure.

OPERATION POSE

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPÉRIEURES A 1000F PASSÉES AVANT le 30 AVRIL 1977

MONDIAL MOQUETTE

et toujours : LES PRIX LE CHOIX et LE STOCK

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

OUVERT SANS INTERRUPTION DE 9h à 20h.

PARIS 13^e : 140, rue de la République, 75013 Paris. Tél. : 461.70.12

BOULOGNE : 11 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

Maisons-Alfort : 129, rue Jean-Jaures. R.N. 5. Tél. : 375.44.70

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

PARIS 13^e : 140, rue de la République, 75013 Paris. Tél. : 461.70.12

BOULOGNE : 11 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

Maisons-Alfort : 129, rue Jean-Jaures. R.N. 5. Tél. : 375.44.70

FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FONCTION PUBLIQUE

Les négociations salariales piétinent

M. Maurice Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, a présenté, mardi 12 avril, aux sept fédérations de fonctionnaires les nouvelles propositions gouvernementales en vue de l'accord salarial 1977 : contrat portant sur un an et non plus sur quatre ; maintien du pouvoir d'achat au niveau du salaire et non en masse, avec un relèvement au 1^{er} juin et au 1^{er} octobre (après celui intervenu au 1^{er} avril) et un ajustement en fin d'année. Mais, pour ce qui concerne la progression du pouvoir d'achat, la position de M. Ligot n'a pas changé : cette progression dépendra de l'indice des prix et de la production intérieure brute.

Ces propositions ont été reje-

tées par la C.G.T. et la C.F.D.T. qui affirment que « le gouvernement cherche à gagner du temps et adopte une attitude identique à celle qui a conduit à l'échec des négociations dans le secteur nationalisé ». Pour les deux organisations, M. Ligot s'est servi de l'hostilité de principe de toutes les fédérations pour faire d'autres propositions qui ne sont qu'un nouveau habillage des mesures précédentes.

Pour la FEN et F.O. « Si la réunion de mardi a permis à la discussion d'avancer d'un point, les propositions du gouvernement sont encore inacceptables », a déclaré Henry, secrétaire général de la FEN, a demandé au gouvernement que des mesures d'anticipation soient prises pour maintenir le niveau de salaire des fonctionnaires. « Il est nécessaire, a dit pour sa part M. Ligot, de rechercher un terrain d'entente entre le gouvernement, qui veut maintenir les salaires au niveau de la hausse des prix, et les syndicats, qui veulent l'anticiper ».

La prochaine et cinquième réunion est fixée au 28 avril. M. Ligot répondra aux contre-propositions des syndicats et présentera son plan de maintien du pouvoir d'achat. Les sept fédérations de fonctionnaires se réunissent ce mercredi au siège de la FEN pour analyser l'état des discussions et étudier les propositions d'action de la C.G.T. et de la C.F.D.T. dans la dernière semaine d'avril.

Mardi matin, les dirigeants de F.O. et de la FEN s'étaient rencontrés au siège de F.O. Au terme de cette entrevue, MM. André Bergeron et André Henry ont simplement indiqué, dans un communiqué commun, qu'ils avaient « procédé à un large échange de vues sur la situation sociale et fait le point de l'opposition de la politique salariale du gouvernement, en particulier dans les secteurs public et nationalisés ».

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

La crise de la sidérurgie

LE VOTE SUR L'OCCUPATION DE L'USINE D'USINOR A THIONVILLE N'A PAS EU LIEU

Il semble qu'il y ait quelques étonnements chez les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. de la sidérurgie lorraine, qui se sont réunis mardi 12 avril : en effet, si les cinq organisations approuvent l'ensemble de la proposition de la C.G.T. de manifester jeudi à Thionville, en revanche le vote à bulletin secret qui, à l'initiative de la C.G.T., devait se dérouler mardi (le Monde a du 12 avril) pour ou contre l'occupation de l'usine d'Usinor à Thionville, n'a pas eu lieu. Pour F.O., l'occupation de l'usine est envisageable, mais en dernier ressort seulement, quand toutes les négociations auront échoué. Cette occupation devra se faire du manœuvre à l'ingénieur.

Outre la manifestation de jeudi, les syndicats ont mis au point l'organisation d'un service d'entraide pour transporter le 13 avril à Paris plusieurs centaines de travailleurs à l'occasion du débat à l'Assemblée nationale sur la sidérurgie.

MONNAIES ET CHANGES

LA TRÉSORERIE AMÉRICAINE NE VENDRA PAS D'OR « DANS L'IMMÉDIAT »

Washington (A.F.P.). — La trésorerie américaine a l'intention de vendre « de temps à autre » de l'or sur le marché, mais pas dans un avenir immédiat, a indiqué M. Anthony Solomon, sous-secrétaire au Trésor. De nouvelles mises aux enchères seront éventuellement organisées à 1-11, en tenant compte de divers facteurs, notamment des importations d'or aux Etats-Unis, du programme de ventes d'or du Fonds monétaire international, des ventes d'or d'autres pays, et du désir des Etats-Unis de voir l'or perdre son rôle monétaire.

Rappelons que, jusqu'à maintenant, les ventes d'or de la trésorerie américaine se sont bornées à deux adjudications, qui ont eu lieu en 1975, l'une, le 6 janvier, et l'autre, le 30 juin. A la première de ces opérations, 780 millions d'onces d'or ont été vendues au prix de 168 dollars l'once (1 once = 31,103 gr.), et à la seconde, 499 500 onces au prix de 165,05 dollars.

A L'ÉTRANGER

Aux États-Unis

LA SEMAINE DE QUATRE JOURS N'EST PAS POUR DEMAIN

La semaine de travail de quatre jours n'a pas gagné beaucoup de terrain aux Etats-Unis ces trois dernières années, indique une étude publiée par le département du travail : 744 000 Américains travaillaient au rythme de la semaine de quatre jours en 1976, au lieu de 575 000 en 1973. Par rapport au total de la main-d'œuvre employée, le nombre des travailleurs bénéficiant de ce système n'a que très faiblement augmenté : il représente 1,2 % de la population active en 1976, au lieu de 1 % trois ans plus tôt.

La semaine de six jours ou de sept jours est beaucoup plus fréquente aux Etats-Unis : 5,2 millions d'Américains ont travaillé six jours par semaine en 1976, 1,1 million travaillaient sept jours par semaine, chiffre pratiquement inchangé par rapport à celui de 1973.

La semaine de cinq jours était en vigueur pour 49,7 millions d'Américains, soit 83,4 % de la population active, au lieu de 81 % en 1973. Sur le total, 5,2 millions travaillaient plus de quarante-cinq heures par semaine. — (A.F.P.)

Affaires

La société Firestone France, filiale du groupe américain Firestone, décide de fabriquer mondial de pneumatiques, a engagé des pourparlers avec une firme luxembourgeoise en vue de lui céder sa fabrique de câbles métalliques de Lens (Pas-de-Calais), jugée peu rentable. « Toutes les mesures ont été prises », nous a affirmé M. Jean Roumy, président de la société, pour que dans tous les cas, l'emploi des deux cent quarante personnes travaillant à l'usine de Lens soit préservé. Après l'achat ou l'achat de cette usine, Firestone France achètera, soit à la firme luxembourgeoise, soit sur le marché, les câbles métalliques dont son usine de Béthune (Nord) a besoin pour fabriquer les pneus à carcasse radiale.

Agriculture

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, devait recevoir ce mercredi 13 avril en fin d'après-midi les principaux représentants des organisations viticoles du Midi. Cette rencontre, qui était prévue depuis une semaine, devait permettre de faire le point sur les dégâts provoqués par le gel dans la vignoble méridionale, la situation du marché, qui est toujours perturbée par les importations italiennes, et le retrait des viticulteurs du conseil d'administration de l'Office des vins de table (ONIVIT).

Le parti radical-socialiste a demandé au président de la République, après la réunion de la commission nationale de l'agriculture, « de faire respecter par le gouvernement » la loi d'orientation agricole du 5 août

FAITS ET CHIFFRES

Confits et revendications

La grève des dockers de Dunkerque. — Usinor « met autant de brulot à frapper les dockers qu'il fait des efforts pour améliorer les conditions de travail dans la sidérurgie », a déclaré le 12 avril M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T. « De son côté, le gouvernement subventionne massivement Usinor et ses plans liquidateurs. Il lui serait aisé d'amener cette direction à régler le conflit de Dunkerque. Il n'en fait rien ».

Energie

Un Institut saoudien du pétrole va être créé afin de gérer l'ARAMCO une fois que l'Arabie Saoudite aura acquis l'entière propriété de la société américaine, annonce le 12 avril le journal saoudien Okaz. Citant le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Zaki Yamani, il annonce que l'accord final entre les compagnies pétrolières américaines membres de l'ARAMCO et le gouvernement de Djeddah devrait être signé rapidement et qu'il sera rétroactif au 1^{er} janvier 1976. — (A.F.P.)

A l'étranger

En Suisse, les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en mars après avoir augmenté de 0,1 % en février et de 0,3 % au cours des quatre mois précédents. L'indice s'est replié à 167,2 (base 100 en septembre 1966). — (A.F.P.)

En Allemagne fédérale, le déficit du budget s'est élevé à 26 milliards de deutschemarks (51 milliards de francs) en 1976, dépassant l'intérieur de 7 milliards de deutschemarks aux prévisions. Les dépenses fédérales ont atteint 162 milliards de deutschemarks, en hausse de 3,5 % sur celles de 1975, mais en baisse de 2,4 milliards par rapport au budget initial. Les recettes ont, quant à elles, progressé de 10 %, pour s'élever à 136 milliards. En 1975, le déficit avait été de 33 milliards de deutschemarks. — (A.F.P.)

CONJONCTURE

Changer d'outils

(Suite de la première page.)

S'opposer à ces blocages suppose une analyse réaliste des mécanismes de la décision industrielle : il n'y a investissement dans une entreprise que si ses dirigeants peuvent croire au développement stable d'un marché pour leurs produits. Or le marché des produits nouveaux n'est pas aujourd'hui assez développé pour financer les investissements exigés par la concurrence technologique ; les changements sont donc à la fois nécessaires et impossibles. En conséquence, l'investissement doit produire lui-même la demande en abaissant les prix de revient, en développant les réseaux de commercialisation et le désir des consommateurs. D'où la nécessité pour ces secteurs d'obtenir les ressources propres que monopolisent encore aujourd'hui les détenteurs de rentes de situation et les secteurs industriels dépassés.

Les structures industrielles

Si on veut bien faire cette analyse de la réalité de la crise, il devient évident qu'il n'y a rien à attendre d'une politique économique de contrôle global de la demande privée et publique.

D'une part, elle ne réduira pas durablement l'inflation, car une diminution marginale du taux d'inflation ne suffit pas à amorcer un processus d'anticipation à la baisse des prix. En effet, les comportements ne s'ajustent sur les anticipations que s'il existe un consensus sur l'avenir entre tous les groupes sociaux. A des disparités de situations présentes,

correspondent des disparités de comportement à l'égard de l'avenir. Or, dans la situation actuelle du financement de l'investissement industriel et de l'inégalité des revenus, si le taux d'inflation se stabilise, certaines entreprises voudront augmenter leur autofinancement parce que le coût réel de l'endettement augmentera et certaines ménages consommeront plus parce que la valeur réelle de leur patrimoine augmentera. Autrement dit, et contrairement aux modèles de l'économie libérale, une anticipation à la baisse de l'inflation entraîne, en fait, des comportements aggravant les causes profondes de l'inflation, si l'on n'agit pas directement sur celles-ci.

D'autre part, le blocage des dépenses collectives freine la demande dans les secteurs nouveaux, très dépendants des marchés publics, et la maintient dans les secteurs traditionnels, freinant les évolutions. Le blocage des salaires protège la marge des entreprises les plus mûres sans améliorer la compétitivité des entreprises de pointe. Le blocage du crédit pousse les entreprises à s'endetter à l'étranger et alourdit l'inflation par la hausse des taux d'intérêt. Enfin, une telle politique ne peut rien sur le chômage parce qu'elle ne s'y intéresse pas.

Au-delà même de ces raisonnements, l'exemple des économies étrangères montre, à l'évidence, l'insuffisance définitive de ces politiques : les pays où l'inflation est la plus faible sont ceux dont la structure industrielle est la mieux équilibrée et où la structure de financement de l'investissement des secteurs de croissance

la moins fragile, et non ceux où le taux de salaire est le plus bas ou le crédit le plus strictement contrôlé. De même, les pays où la croissance est la plus forte sont ceux où la demande à long terme est la mieux orientée et non ceux où le taux de profit moyen est le plus élevé. L'équilibre industriel détermine la puissance relative des nations, leur niveau d'emploi et leur pouvoir d'achat international.

Ainsi en France, depuis vingt ans, plan de stabilisation après plan de redressement, on a aggravé la fragilité de l'économie française. Tout échec d'une lutte anti-inflation a été suivi d'une relance globale qui aggravait encore le déséquilibre entre demande et investissement, et donc relançait l'inflation. Faute alors de pouvoir orienter les profits par une programmation sélective à long terme des prix et du crédit, on a bloqué les mutations globales et les ajustements locaux et on a accéléré l'insertion du pôle dans une division du travail contrôlée par des grandes firmes multinationales et par les nations les mieux équilibrées. Ainsi, le P.N.B. français, qui représentait, en 1966, 85 % du P.N.B. allemand, n'en représente plus aujourd'hui que 78 % (1). Le plan actuellement appliqué n'est qu'un avatar de plus dans cette longue série de non-politiques.

Après cette nouvelle pression sur l'indice des prix et ce contrôle sans but de la demande, fin 1977, l'inflation aura peut-être baissé d'un point. Et après ? Il faudra toujours 6 % de croissance au moins pour éviter l'aggravation du chômage et 1,5 % au plus pour éviter celle du déficit du com-

merce extérieur. Il faudra toujours 9 % de croissance pour que le chômage retombe à cinq cent mille en 1980 (2). Autrement dit, la perspective à moyen terme restera celle d'une inflation maintenue et d'un chômage doublé.

Il n'y a plus d'avenir dans ces politiques. Il ne s'agit plus aujourd'hui de les compléter par d'autres gadgets ou pseudo-réformes, mais d'en changer radicalement sous peine de voir s'engager un processus de sous-développement du pays.

Les conditions du plein-emploi

La seule autre politique consiste à substituer à l'inflation et au chômage une organisation plus volontaire du financement de l'investissement dans les nouveaux secteurs moteurs de l'économie. Les progrès de productivité qui déterminent la puissance et le bien-être dans vingt ans, passent par des investissements importants dans les services collectifs (santé, éducation, contrôle de l'environnement) et dans les biens d'équipement, et par une nouvelle organisation du travail où une légitimité mieux assise libère la créativité. Comme dans l'après-guerre, la sortie de crise exige aujourd'hui d'importantes transferts de ressources. Comme à cette période, seul un crédit devenu public, s'appuyant sur des taux d'intérêt très bas, des coefficients d'amortissement sélectifs et une politique sélective des prix peut organiser un financement orienté de l'offre nouvelle.

Seule une planification longue des marchés publics peut créer les conditions d'une anticipation non inflationniste d'une nouvelle demande ; seule une réduction sensible du coût du travail par une modification sélective de l'assiette des cotisations sociales et une amélioration de l'efficacité des services collectifs peut recréer les conditions d'un plein emploi. Un modèle de croissance assez nouveau s'esquisse, fondé sur la consommation de services, appuyé sur des réseaux très automatisés. Le rôle de la politique économique n'est plus alors de gérer un modèle de croissance dépassé, mais d'aider à l'émergence d'un nouveau.

La réussite d'un programme économique ne se juge donc plus à la valeur de quelques indices mensuels rythmant le spectacle politique dans une société sans projet, mais à la transformation réelle des conditions du travail et du pouvoir. Aussi longtemps qu'il faudra maintenir l'économie française en demi-sommeil pour la faire survivre, aussi longtemps que l'amélioration de la qualité des services collectifs ne sera pas perçue comme un marché essentiel vers lequel doit s'orienter l'industrie française, aussi longtemps que la protection du patrimoine naturel ne sera pas une préoccupation quotidienne de l'industrie et des collectivités locales, aussi longtemps que l'amélioration de l'usage du temps des hommes ne sera pas une finalité essentielle de la production, la politique économique devra se résigner à n'être qu'une succession dérisoire de paris perdus.

JACQUES ATTALI.

(1) Croissance mondiale et structure de spécialisation, avril 1976, C.E.O.E.
(2) Perspectives de l'emploi jusqu'en 1980 dans la C.E.E., juillet 1976, p. 27.

JEAN THOUARD
usines bureaux terrains
JEAN THOUARD

depuis 1 jour
JEAN THOUARD
est installé 45, avenue Kléber, Paris 16°
tel: 504 08.50

CAPELOU
la nation
Tél 277 35 22

Le Monde THE TIMES Europa LA VIE ÉCONOMIQUE

Dans les pays de la Communauté

La proportion des femmes parmi les chômeurs s'est fortement accrue depuis trois ans

Au cours des douze mois qui se sont terminés en février de cette année, le nombre de femmes et de jeunes filles au chômage dans les neuf pays du Marché commun a aug-

menté plus tard par les effets d'une récession, mais qu'elles bénéficient aussi plus lentement du changement de tendance. Une des principales raisons en est sans doute

celles qui s'étaient remises au travail ont dû perdre leur emploi en vertu du principe « dernier embauché, premier licencié », tandis que les patrons conservaient aussi longtemps qu'ils le pouvaient les hommes formés et expérimentés. Et, à mesure que les débuts de la reprise commencent à se faire sentir, les industries productives ont reconstruit leur main-d'œuvre masculine. On en trouve un exemple dans la chute spectaculaire du chômage en Allemagne au cours de l'année passée. Il y a eu une diminution similaire, bien que de moindre ampleur, en Hollande.

On ne dispose pas de statistiques suffisamment détaillées pour donner une image complète de la situation. Et les comparaisons entre pays sont faussées par les méthodes différentes utilisées pour obtenir les chiffres, mais les tendances générales apparaissent clairement dans les tableaux ci-joints.

ERIC WIGHAM.

COMPARAISON DES CHOMAGES MASCULIN ET FÉMININ

		Effectifs février 1977 (milliers)	Augmentation ou diminution des femmes (milliers)	Pourcentage des femmes parmi les chômeurs	février 1976	février 1977
ALLEMAGNE	Hommes...	676,3	-134,3	66	57	
	Femmes...	537,4	+ 1,3	49	43	
FRANCE	Hommes...	494,7	+ 7,1	59	47	
	Femmes...	560,3	+ 62,0	59	53	
ITALIE	Hommes...	286,3	+ 36,8	63	62	
	Femmes...	450,5	+ 43,5	37	38	
G.-B.	Hommes...	1.655,5	+ 49,9	78	76	
	Femmes...	366,5	+ 78,5	22	24	
C.E.E.	Hommes...	3.514	- 64	64	61	
	Femmes...	2.258	+ 250	64	61	

menté de 250 000 unités tandis que le nombre de chômeurs masculins reculait de 64 000.

La proportion de personnes du sexe féminin parmi les chômeurs varie entre un quart au Royaume-Uni et plus de la moitié en France. Le chômage total a baissé en Allemagne et en Hollande et a augmenté ailleurs. Mais dans chaque pays, selon les chiffres de la C.E.E., la proportion de femmes sans emploi a augmenté.

La présente proportion de 39 % de femmes parmi les chômeurs de la Communauté, contre 35 % il y a un an, est la plus forte depuis le début de la récession. En février 1974, les femmes ne représentaient que 33 % des chômeurs.

Il semble que les femmes soient

TAUX DE CHOMAGE 1974-1976 (en pourcentage de la population active)

PAYS	ANNÉE	TOTAL des chômeurs	HOMMES	FEMMES
Allemagne	1974	2,2	1,9	2,6
	1975	4,1	3,8	4,6
	1976	—	—	—
France	1974	2,8	1,6	4,8
	1975	4,0	2,7	5,1
	1976	—	—	—
Italie	1974	2,9	2,3	3,8
	1975	3,3	2,8	4,6
	1976	2,7	2,0	3,5
Grande-Bretagne	1974	2,1	2,9	0,9
	1975	3,4	4,4	1,6
	1976	5,1	6,3	3,3
Etats-Unis	1974	5,4	4,7	6,7
	1975	6,7	7,6	5,2
	1976	6,7	6,8	6,6
Japon	1974	1,4	1,4	1,3
	1975	1,9	2,0	1,7
	1976	2,1	2,3	1,6

BILLET Téléphone : les bonnes affaires d'I.T.T.

Les P.T.T. ont adressé, le 5 avril, aux sociétés C.I.T.-Alcatel (groupe C.E.E.) et L.M.T. (groupe Thomson) une lettre d'intention de commande pour deux prototypes de centres téléphoniques de transit temporal de grande capacité. La première firme devra installer, d'ici à 1978, un centre E-12 à Messy-Palais, la seconde un groupe « C.T.T. » à Paris.

En réalité, la nouvelle ventilation retenue est la suivante : 2 millions de lignes en électromécanique ; 385 000 lignes en « spatial » (dont près de 300 000 pour la C.G.C.T.) et 315 000 seulement en « temporel » (au lieu des 400 000 prévues).

Pourquoi une telle modification ? Certains estiment que le matériel E-10 « n'est pas éprouvé ». Argument singulier quand on sait que des centres de ce type sont installés depuis 1970. En fait, il faut sans doute voir dans cette nouvelle répartition — « purement conjoncturelle », selon les P.T.T. — le fruit des négociations soutenues des derniers mois.

La société suédoise Ericsson aurait obtenu, en contrepartie d'une injection d'argent frais dans son ancienne filiale française (le Monde du 22 février 1977) une augmentation des commandes de ses centres « temporels », technologie d'avant-garde développée en France par C.I.T.-Alcatel et le Centre national d'études et des télécommunications (C.N.E.T.).

Officiellement, et les plus hautes autorités de l'Etat l'ont répété à plusieurs reprises, cette affaire est prioritaire pour l'avenir. Les commandes de 1977 devaient donc se répartir ainsi : 400 000 lignes « temporelles » (centres E-10) de C.I.T.-Alcatel ;

AFFAIRES

GENERAL ELECTRIC RENONCE A PRENDRE LE CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ CLAUDE

Le groupe américain General Electric a finalement renoncé à prendre le contrôle de la société française Claude. Spécialisée dans les appareils d'éclairage et les enseignes lumineuses, Claude détient environ 20 % du marché français des lampes. Elle emploie quelque deux mille personnes. Depuis 1964, la C.G.C.T. (Compagnie générale de construction téléphonique) du groupe I.T.T. détient 56 % de son capital. Les fabricants réunies de lampes électriques (société où les groupes Philips et Thomson détiennent chacun 50 %), possèdent la majorité de blocage, soit 35 %. Le reste des actions est réparti dans le public.

Claude connaît une situation financière délicate depuis des années. Les pertes d'exploitation cumulées s'élèvent à quelque 35 millions de francs dont 26 millions pour le seul exercice 1975. Ces déficits répétés et une cohabitation parfois difficile entre les actionnaires, ont amené la C.G.C.T. à chercher un acquiescent pour sa participation. A la fin de 1976, General Electric a fait part de son intérêt pour Claude. Des conversations se sont alors engagées, les pouvoirs publics ayant semblé-t-il, laisser entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à l'opération à condition que le groupe américain présente un plan de redressement solide. L'un des schémas retenus prévoyait le rachat par la C.G.C.T. des 35 % détenus par Philips et Thomson, la filiale d'I.T.T. cédant ensuite le tout, soit 91 %, à General Electric.

Le déstement de General Electric serait motivé par des considérations d'ordre politique, le groupe préférant s'abstenir d'un important investissement en France avant les élections législatives.

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRE
FRANOR 70, RUE AMÉLIE
TEL 700.87.94
M^e St-Sébastien. Fermé le samedi.

MOLYNEUX COUTURE FERME SES PORTES

La maison de couture Molyneux, installée depuis la dernière année de la première guerre mondiale au numéro 5 de la rue Royale, va fermer ses portes. Les propriétaires de l'immeuble ont vendu à un promoteur qui souhaite transformer les locaux en bureaux. Les actuels directeurs de la maison de couture ont estimé que l'indemnité offerte pour « quitter les lieux » ne permettait pas la reconstruction des ateliers dans un autre immeuble. Les dix-huit personnes qui constituaient le département haute couture sont redéployées au chômage. On a résolu de cette griffe, vieille de soixante ans, que les parfums, société bien distincte de la première.

Avec Molyneux disparaît une griffe prestigieuse. En 1950, le capitain Molyneux, devenu aviateur, s'était retiré à la Jamaïque. On l'oublia pour un temps. Son assistant d'alors s'appela Marc Bohan.

En 1964, il recouvra la vue, revint avec une collection de soixante-quinze modèles. C'est à nouveau l'OPRF et le pays qui l'accueillirent. En 1968, il cède définitivement la place à son disciple et neveu John Tulla.

La Commission technique des entreprises et des positions dominantes a émis deux avis concernant, d'une part, les vins doux naturels, d'autre part, le redressement de chaises de véhicules industriels. Les avis ont été publiés au Bulletin officiel des services des prix daté 1^{er} avril (pages 136, 137 et 138).

QUATRE SOCIÉTÉS AMÉRICAINES SONT ACCUSÉES D'ENTRER EN DE SPÉCULATION SUR LE SUCRE. Les compagnies Suncor, PepsiCo, C.P.C. International et R.S.M. Project ont été inculpées par une chambre fédérale de mise en accusation de s'être entendues pour aligner leurs prix sur ceux de leur principal concurrent, la société Amstar, qui venait indirectement de les relever (en supplantant les récoltes de sucre, elles auraient « fixé » à un niveau élevé le prix du sucre de canne raffiné à usage industriel). Les États-Unis d'avant 1972 à septembre 1973. Ses quatre sociétés sont passées d'une amende maximum de 50 000 dollars et elles sont reconnues coupables. (A.F.P.)

Tribune internationale

Pour un « plan Carter » d'aide aux pays en développement

par ANGELOS ANGELOPOULOS (*)

ALGERIE la mobilisation des autorités économiques et monétaires de différents pays, ainsi que des institutions internationales, la crise économique se prolonge et la reprise de l'activité reste incertaine et précaire. Les récentes prévisions de l'O.C.D.E. pour 1977 sont plutôt sombres pour les pays industrialisés. Le chômage persistera, voire s'aggravera, pour toucher plus de quinze millions de personnes. L'inflation restera élevée dans la plupart des pays, et les investissements continueront à être faibles. Ils ne se réaliseront peut-être que très lentement.

Cette situation de stagnation, caractérisée par la coexistence de l'inflation et du chômage, conduit en dernière analyse à une concurrence ruineuse entre les pays industrialisés du fait que le marché reste limité. La seule possibilité de combattre durablement l'inflation et le chômage est, à notre avis, l'adoption d'une nouvelle stratégie à l'échelle internationale, basée sur un recyclage du financement entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Le principe-ci consisterait à utiliser un pourcentage presque infime (0,5 %) de la production nationale des pays industrialisés (environ 20 milliards de dollars par an) pour financer, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, des investissements productifs à effectuer dans les pays en voie de développement, plus particulièrement dans les pays les plus pauvres. Ce financement permettrait à ces pays d'acheter des biens d'équipement dans les nations industrialisées. Il devrait être accordé en quinze ans : sept ans sans intérêt, puis huit ans avec un taux d'intérêt de 5 %.

Ce financement servirait de moteur à la croissance des pays industrialisés, tout en créant un nouveau pouvoir d'achat dans les pays en développement, donnant à ceux-ci les moyens de procéder à de nouvelles importations de biens et de services, avec l'effet multiplicateur qui en résulte.

L'APPLICATION d'une telle politique suppose une volonté commune des pays industrialisés. Si son adoption n'appartient pas pour le moment réalisable à l'échelle internationale, un plan « régional » pourrait servir de premier pas pour préparer la politique proposée. Les États-Unis, par exemple, et un certain nombre de pays en développement pourraient constituer les arcanes d'une telle tentative.

Les États-Unis, pour assurer la relance promise par le président Carter, ont besoin d'entreprendre des investissements importants de nature à réduire leur chômage. Etant donné les limitations des industriels à l'exportation de leurs produits, cela est en partie possible dans les pays en voie de développement, qui en ont besoin pour accélérer leur progrès économique et social.

Deux questions se posent pour la solution de ce problème : quel est le montant des investissements nécessaires pour relancer l'activité économique américaine ? Quels sont les moyens à mettre en œuvre pour décaler les fonds correspondant au financement ?

NOUS pensons qu'un montant annuel d'investissements complémentaires de 15 milliards de dollars par an pendant cinq années suffirait. Cette somme, qui correspond à 1 % environ du P.N.B. des États-Unis, serait consacrée à l'achat aux États-Unis de biens d'équipement nécessaires au développement des pays du tiers-monde qui décideraient de participer à l'opération. Pour ce faire, les pays intéressés devraient soumettre à une organisation désignée à cet effet par Washington, leurs projets d'investissements correspondants.

Les États-Unis bénéficieraient, à cette occasion, d'une reprise de leur production, entraînant une diminution du chômage et donc aussi de la somme énorme qu'ils consacrent à l'assurance-chômage (17 milliards de dollars par an environ). L'économie ainsi réalisée couvrirait une grande partie du financement de l'aide nouvelle, substitution qui n'aurait pas les inconvénients inflationnistes bien connus de l'assurance-chômage. Soudainement enfin les effets multiplicateurs des investissements proposés sur l'ensemble des économies participent à l'opération. Selon l'O.C.D.E., le coefficient multiplicateur, dans un pays développé, est de l'ordre de 1,75, tandis que dans les pays sous-développés il excède 2,5. D'après ces deux, les effets finaux du plan seraient de beaucoup supérieurs à son financement initial, dégageant en revenu national supplémentaire et de nouvelles ressources fiscales pour les États-Unis. Comme ces prêts suggérés seraient remboursés en quittant le territoire, la seule charge pour les États-Unis serait l'intérêt (au) correspondant au prêt pendant les cinq premières années (1 milliard de dollars par an). Durant les huit années suivantes, la charge pour Washington serait de 300 millions de dollars par an, correspondant à la bonification d'intérêt prévue.

Une deuxième mesure pourrait soutenir, de manière également efficace, le plan proposé : il s'agirait de la consolidation de la dette des pays concernés envers les États-Unis. Cette dette devrait être amortie seulement après une période de grâce de cinq ans. Cela représenterait, pour les pays en développement, une source d'économie de 7 milliards de dollars environ par an, montant qui devrait être utilisé par eux en achats d'équipements nécessaires à des investissements productifs, condition sine qua non de l'accord suggéré.

Un tel plan — qui pourrait servir d'exemple pour un plan mondial antérieur de même type — serait bénéfique non seulement aux pays en développement, mais aux États-Unis eux-mêmes, puisque ce « plan Carter » combattrait, de manière efficace, le chômage et l'inflation outre-Atlantique. Faut-il rappeler le précédent du plan Marshall, qui a permis aux États-Unis de réduire leur chômage de 6,2 % de la population active en 1952 à 2,2 % en 1955 ?

(*) Gouverneur de la Banque nationale de Grèce.

AGRICULTURE

LE FIDA POURRAIT ACCORDER SES PREMIERS FINANCEMENTS DÉBUT 1978

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) pourrait financer des premiers projets au début de l'année 1978, à-t-on indiqué le 12 avril, à Rome, au siège de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Le premier conseil des gouvernements pourrait se tenir à la fin de cette année.

Doté de 1 milliard de dollars provenant à la fois des pays de l'O.C.D.E. et des pays membres de l'OPRF, le fonds qui a été créé en juin 1976 comme agence spécialisée des Nations unies, sera géré sur une base paritaire par les trois groupes de pays signataires (O.C.D.E., OPRF et pays en développement). Le FIDA accordera des moyens financiers sous forme de prêts et de dons destinés à accroître la production alimentaire et améliorer le niveau nutritionnel des populations les plus pauvres des pays ayant un déficit alimentaire. (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL - MARIE-CLAIRE ALBUM

Dans le dessein d'être plus attentivement écouté à l'occasion de l'opération des préoccupations de la femme, la société L'ORÉAL vient de créer la société L'ORÉAL ALBUM, dans le capital de la société Marie-Claire, Cent Idées et Merveilles.

Cette société diffuse les périodiques : Marie-Claire, Merveilles, L'Album, Cent Idées et Merveilles.

La majorité du capital de la société Marie-Claire Album reste détenu par la famille Provost. Mme Breyne Provost en assure la présidence et la direction générale.

Une prise de participation de l'ORÉAL, d'un pourcentage technique, dans le capital de la société L'ORÉAL ALBUM, qui publie le périodique L'Album, est actuellement à l'étude.

ACTER - INVESTISSEMENT

Au 31 mars 1977, la valeur liquidative globale d'Acter-Investissement ressortait à 173,38 millions de francs, soit 92,053 F par action.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	4 1/4	3 1/4	3 1/2	4 1/2
1 mois	4 3/4	4 1/4	3 3/4	4 3/4
3 mois	4 7/8	4 3/4	4 1/2	4 7/8
6 mois	5 1/8	5 1/4	4 3/4	5 1/8

(PUBLICITÉ)

LAC DE NEUCHÂTEL - SUISSE

A 60 minutes de Genève se situe la petite ville historique d'Yvertois-le-Lac. À seulement 5 minutes du centre se trouve directement au bord du lac avec un port privé, le DOMAINE DES LA CROIX-ROUGE. Il est entouré d'une réserve naturelle et la situation est absolument tranquille. Ici, nous construisons pour vous

4 villas de vacances
chambre de 4 pièces plus cuisine (séjour), 2 baignoires, cheminée, 1.000 m² de jardin avec barbeaux. Les villas sont en construction toutes possibilités de modifications des aménagements intérieurs selon désir de l'acheteur sont couvertes. Prix : 250 000 F à 350 000 F. Sympathique à disposition. Vente autorisée aux étrangers. Occasion unique pour amis des sports nautiques, car les 3 lacs de Neuchâtel, Stenens et Morat sont reliés par des canaux. Information et vente directement par le propriétaire :
« Domaine de la Croix-rouge », 12, rue Maubourget,
CH-1003 Lausanne - tél. 261.22.23 - tél. 261.22.23 jac. ch.

LES MARCHÉS

PARIS 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

LONDRE 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

Marché	Clôture	Différence
Indice Cote	1.234	+ 12
Indice 100	1.234	+ 12
Indice 200	1.234	+ 12
Indice 300	1.234	+ 12
Indice 400	1.234	+ 12
Indice 500	1.234	+ 12
Indice 600	1.234	+ 12
Indice 700	1.234	+ 12
Indice 800	1.234	+ 12
Indice 900	1.234	+ 12
Indice 1000	1.234	+ 12

BOURSE DE PARIS - 12 AVRIL

122	50	124	51	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54	78	54
-----	----	-----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

